

Janvier 2014

Emploi et crise

En Île-de-France et 7 autres régions françaises



INSTITUT
D'AMÉNAGEMENT
ET D'URBANISME

ÎLE-DE-FRANCE



Emploi et crise

En Île-de-France et
7 autres grandes régions françaises

Janvier 2014

IAU île-de-France

15, rue Falguière 75740 Paris cedex 15
Tél. : + 33 (1) 77 49 77 49 - Fax : + 33 (1) 77 49 76 02
<http://www.iau-idf.fr>

Directeur général : François Dugeny
Département : Economie et Développement local, directrice Anne-Marie Roméra
Étude réalisée par Pascale Leroi
Cartographie réalisée par Pascale Guéry

N° d'ordonnancement : 6.12.106
© IAU îdF – janvier 2014

Crédits photo(s) de couverture : B. Raoux/ IAU îdF

Sommaire

Avant-propos	3
Partie 1 : Trajectoires de l'emploi	5
L'emploi tend à se localiser dans les grandes régions	5
L'Île-de-France est de loin la région la plus productive	7
Un recul plus marqué des effectifs pour la première région industrielle	8
Des économies régionales plus tertiaires	9
La construction va mieux dans les années 2000	11
Un emploi plus spécialisé, des actifs plus qualifiés	12
Dans un marché du travail dégradé, l'Île-de-France s'en sort mieux	14
Partie 2 : Effets de crise	17
Jusqu'en 2007, les cycles économiques sont amplifiés en Île-de-France	17
L'Île-de-France : une meilleure résistance à partir de 2008	19
L'industrie accuse la crise plus tardivement en Île-de-France	21
Certains secteurs tertiaires résistent	22
Une construction dynamique en Île-de-France	25
Chômage : les plus vulnérables sont les plus touchés	26
Emploi non salarié : une évolution atypique	28
Partie 3 : L'Île-de-France, atypique	30
Une main-d'œuvre qui fait la différence	30
Une région toujours moins industrielle	33
Très spécialisée sur les activités tertiaires	34
Synthèse et conclusion	37
Vers un emploi tertiaire et qualifié	37
Traverser la crise	37
Île-de-France, toujours atypique	38
Vers un autre modèle ?	38
Finalité de l'économie et mesure	39
Bibliographie	41
Publications générales	41
Notes et articles, conjoncture et moyen terme	41

Avant-propos

Evoquer les évolutions de l'emploi en Île-de-France, comparer la situation régionale avec celles d'autres régions est indissociable de la question du contexte économique. Les cinq dernières années en France ont été marquées par la crise de 2008-2009. Plusieurs ouvrages et notes de conjoncture sont parus sur le sujet, auxquels il est parfois fait référence dans ce dossier. Les commentaires proposés ici sont tirés de l'observation des statistiques de l'emploi, du chômage, et des actifs sur longue et courte période, pour l'Île-de-France et les régions françaises de plus de 1 million d'emplois.

Deux questions ont motivé ces exploitations :

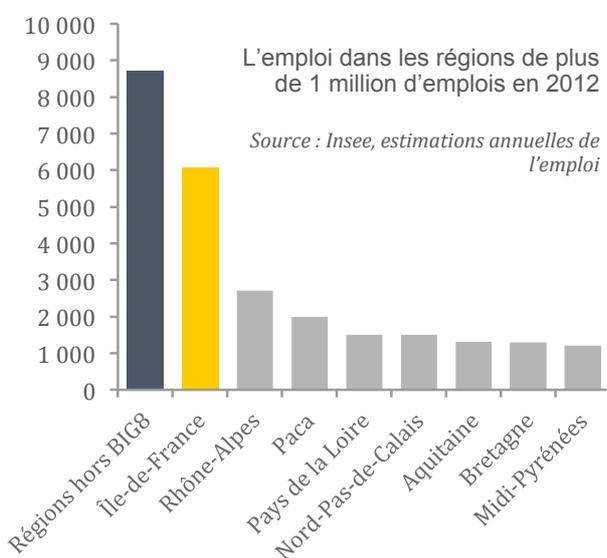
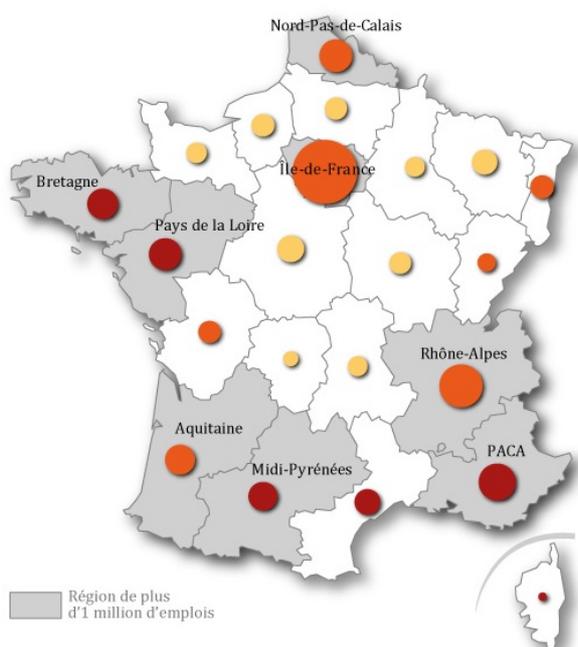
Comment l'emploi francilien, du côté des activités économiques mais aussi des actifs, a-t-il traversé les évolutions structurelles et la crise ?

L'Île-de-France continue-t-elle de se spécialiser, est-elle toujours atypique par rapport aux autres grandes régions françaises ?

Partie 1 : Trajectoires de l'emploi

Au cours des vingt dernières années, l'emploi dans les grandes régions s'est développé vers davantage d'activités tertiaires, d'activités à haute valeur ajoutée et vers une plus grande qualification des actifs. La productivité de l'emploi a augmenté tandis que la précarité de l'emploi se développait et que le chômage se maintenait à un niveau élevé. Dans cet ensemble, l'Île-de-France est la région la plus tertiaire et la plus spécialisée, tandis que le chômage et la précarité de l'emploi y atteignent un niveau moins élevé.

23 % des emplois en Ile-de-France



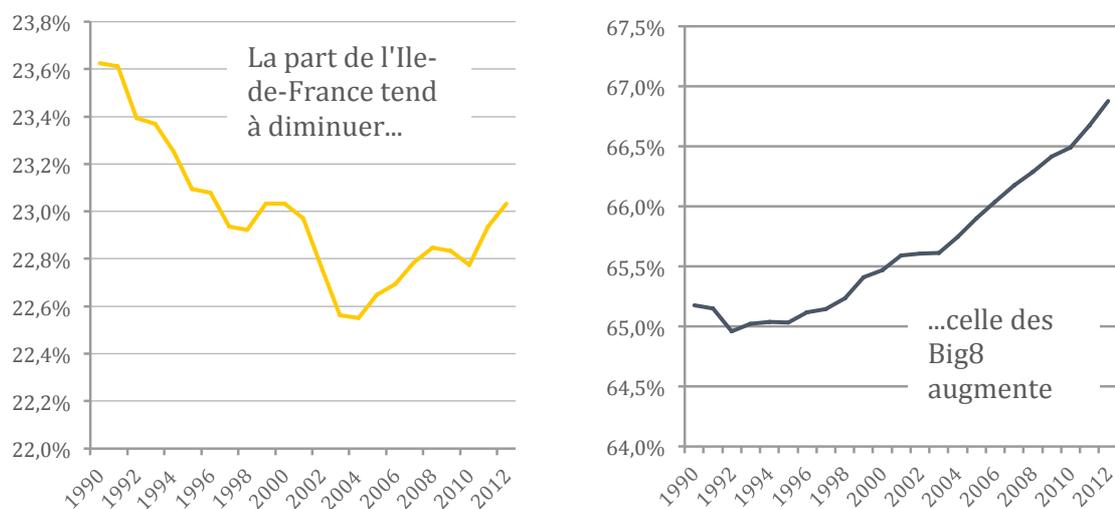
L'emploi tend à se localiser dans les grandes régions

Huit régions comptent plus de 1 million d'emplois en France : les régions Île-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Nord-Pas-de-Calais, Pays-de-la-Loire, Aquitaine, Bretagne et Midi-Pyrénées. Elles seront évoquées sous le raccourci de « Big8 » dans cette étude. L'Île-de-France est de loin la plus importante, 6 millions d'emplois environ en 2012, devant la région Rhône-Alpes, 2,7 millions d'emplois. Ces huit grandes régions totalisent 67% des emplois en France.

La localisation des emplois dans les grandes régions a augmenté, leur part était de 65% en 1990. Cette augmentation est davantage due au développement de régions de province qu'à celui de l'Île-de-France dont la part tend à diminuer légèrement entre ces deux dates : 23,6% en 1990 et 23% en 2012, tandis que la part des Big8 augmente régulièrement.

En effet, sur longue période, l'emploi francilien tend à augmenter moins rapidement que celui des autres grandes régions : +10% entre 1990 et 2012, un minimum parmi les Big8, les extrêmes étant la région Pays-de-la-Loire, +12% et la région Nord-Pas-de-Calais, +25%. En effectifs, le solde net d'emploi le plus important est cependant celui de l'Île-de-France : +561 milliers d'emplois pour +394 milliers en Rhône-Alpes et +375 milliers en Provence-Alpes-Côte-d'Azur entre 1990 et 2012.

Part de l'Île-de-France et des Big8 dans l'emploi de la France de 1990 à 2012



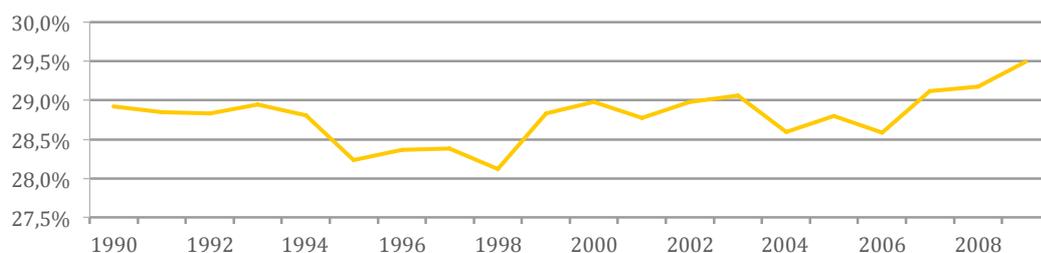
Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié

L'emploi en 1990 et 2012

	Emplois totaux en milliers		Part dans l'emploi France métropolitaine		Tendance d'évolution 1990-2012	
	1990	2012	1990	2012	En milliers	En%
Île-de-France	5 495	6 056	23,6%	23,0%	561	10%
Rhône-Alpes	2 317	2 711	10,0%	10,3%	394	17%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 617	1 992	7,0%	7,6%	375	23%
Pays-de-la-Loire	1 342	1 503	5,8%	5,7%	161	12%
Nord-Pas-de-Calais	1 205	1 501	5,2%	5,7%	296	25%
Aquitaine	1 121	1 315	4,8%	5,0%	194	17%
Bretagne	1 068	1 298	4,6%	4,9%	230	21%
Midi-Pyrénées	993	1 209	4,3%	4,6%	216	22%
Big8	15 158	17 585	65,2%	66,9%	2 427	16%
France métropolitaine	23 257	26 294	100,0%	100,0%	3 037	13%

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié, 31/12 de chaque année

Part de l'Île-de-France dans le PIB national 1990- 2009 - En %

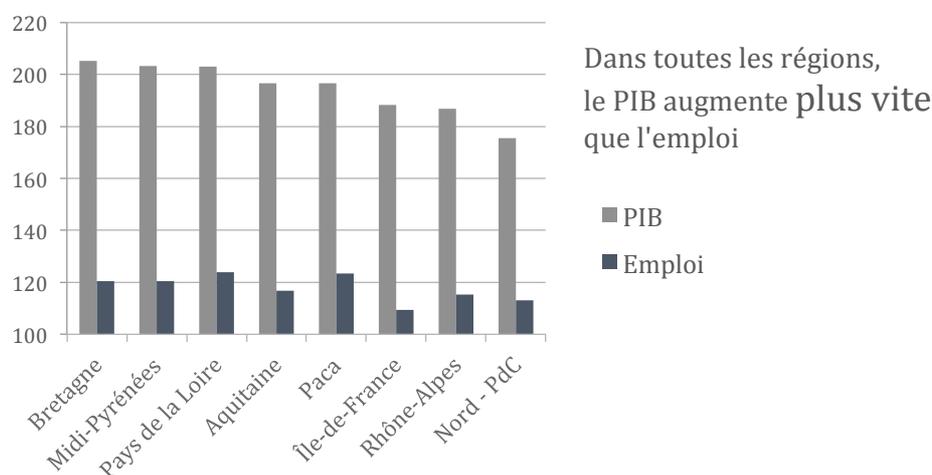


Source : Insee, valeurs 2009 provisoires

L'Île-de-France est de loin la région la plus productive

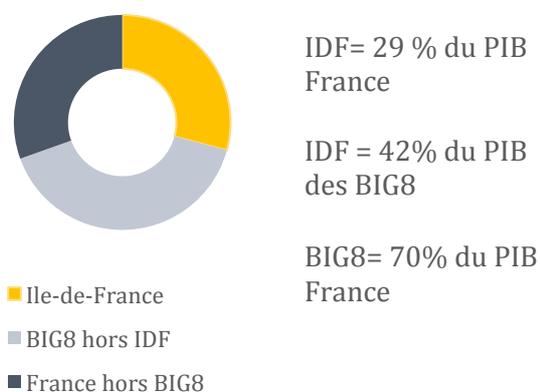
Dans une économie de plus en plus productive, le PIB continue d'augmenter alors que l'emploi connaît des difficultés. Dans toutes les grandes régions, entre 1990 et 2009, la croissance du PIB a été plus rapide que celle des emplois. La concentration des emplois dans des secteurs générant une forte valeur ajoutée (services aux entreprises, activités financières ou industries de haute technologie) explique que le PIB par emploi est beaucoup plus élevé en Île-de-France que dans les autres grandes régions. Le développement de l'activité présentielle riche en emplois peu qualifiés explique le recul du PIB par emploi de certaines régions comme Paca ou Rhône-Alpes.¹ La part de l'Île-de-France dans le PIB national, 29% en 2009, connaît de faibles variations, tout comme la part du PIB produit par l'ensemble des Big8.

Evolution du PIB et de l'emploi entre 1990 et 2009, base 100 en 1990



Source : Insee, valeurs 1990-2007 définitives, 2008 semi-définitives et 2009 provisoires

Répartition du PIB national en 2009 - En %



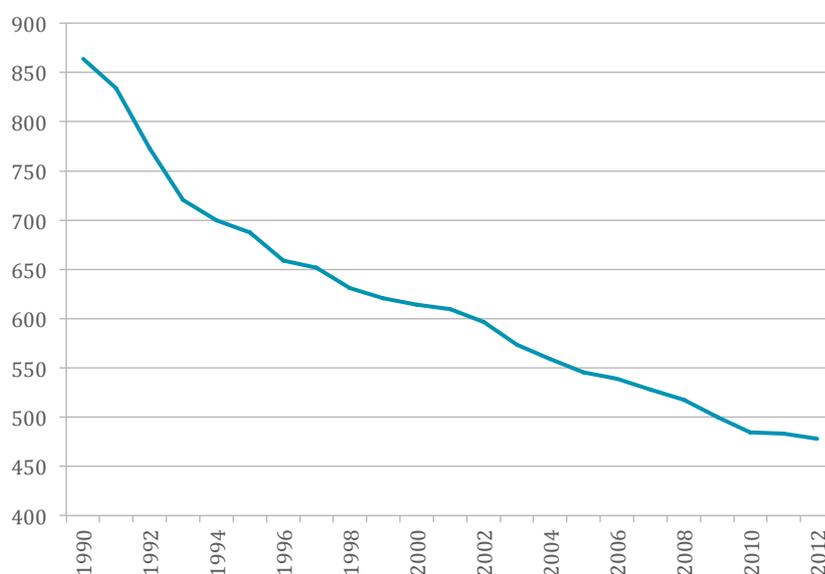
Source : Insee, valeurs 2009 provisoires

¹ *Dynamiques, interdépendance et cohésion des territoires*, rapport de l'Observatoire des territoires 2011-Datar, Paris 2012

Un recul plus marqué des effectifs pour la première région industrielle

Le recul des activités industrielles au profit d'activités tertiaires concerne toutes les régions mais il a été plus marqué sur longue période en Île-de-France. L'Île-de-France a perdu 381 milliers d'emplois industriels entre 1990 et 2011, soit un recul de 44 % des effectifs pour une moyenne de 28 % en France et de 27 % sur l'ensemble des Big8. La région Nord-Pas-de-Calais est ensuite la plus touchée, avec une perte de 35% des effectifs puis la région Rhône-Alpes, avec un recul de 24%. Avec 483 milliers d'emplois industriels en 2011, l'Île-de-France est la première région industrielle, juste devant la région Rhône-Alpes. La part des emplois industriels localisés dans les grandes régions tend à augmenter à l'exception de l'Île-de-France dont la part dans l'emploi industriel de la France recule de 18% à 14% entre 1990 et 2011, et de la région Nord-Pas-de-Calais (7,1% à 6,4%).

Evolution des emplois de l'industrie en Île-de-France, 1990-2012, en milliers



Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié

Emplois de l'industrie 1990-2011

	Emplois totaux en milliers		Part dans l'emploi France métropolitaine		Tendance d'évolution 1990-2011	
	31/12/1990	31/12/2011	1990	2011	En milliers	En %
Île-de-France	864	483	18,3%	14,2%	-381	-44%
Rhône-Alpes	573	433	12,2%	12,8%	-140	-24%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	201	168	4,3%	4,9%	-34	-17%
Pays-de-la-Loire	282	256	6,0%	7,5%	-26	-9%
Nord-Pas-de-Calais	334	218	7,1%	6,4%	-116	-35%
Aquitaine	184	154	3,9%	4,5%	-31	-17%
Bretagne	187	180	4,0%	5,3%	-7	-4%
Midi-Pyrénées	169	152	3,6%	4,5%	-17	-10%
Big8	2 796	2 046	59,3%	60,2%	-750	-27%
France métropolitaine	4 710	3 396	100,0%	100,0%	-1 314	-28%

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non-salarié

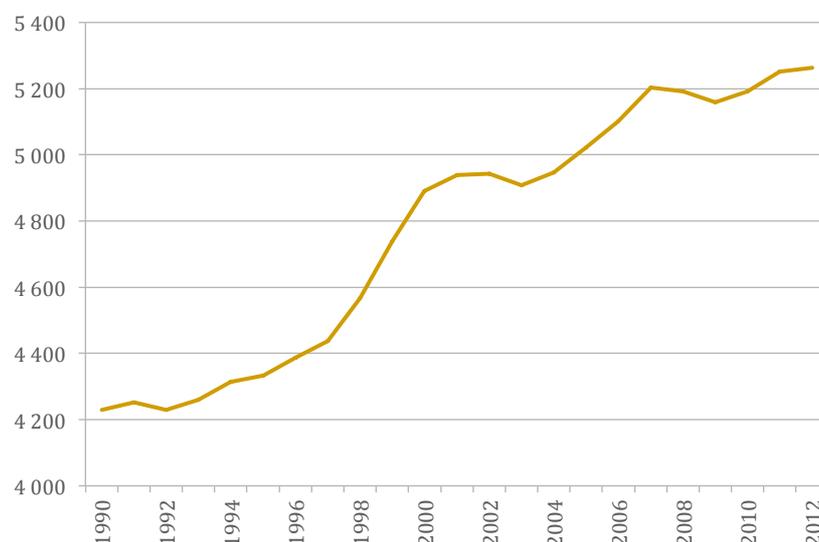
Des économies régionales plus tertiaires

Le secteur tertiaire s'est régulièrement développé depuis une vingtaine d'années. Entre 1990 et 2011, 1 023 milliers d'emplois tertiaires supplémentaires sont dénombrés en Île-de-France, un maximum régional en France. C'est près de deux fois plus que le solde de la région Rhône-Alpes, 554 milliers d'emplois supplémentaires, ou de la région Paca, +437 milliers.

Les autres grandes régions ont cependant connu un rythme de croissance du tertiaire plus rapide que celui de l'Île-de-France, +24 % entre 1990 et 2011, les taux s'échelonnant entre +33 %, Aquitaine, et +47%, Pays-de-la-Loire.

Un quart des emplois du tertiaire sont localisés en Île-de-France qui compte 5 252 milliers d'emplois dans le secteur en 2011. Deux-tiers des emplois franciliens tertiaires sont des emplois du tertiaire marchand (3 726 milliers) les autres relevant du tertiaire non marchand (1 526 milliers).

Evolution des emplois du tertiaire en Île-de-France, 1990-2012, en milliers



Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié

Emplois du tertiaire 1990-2011

	Emplois totaux en milliers		Part dans l'emploi France métropolitaine		Tendance d'évolution 1990-2011	
	31/12/1990	31/12/2011	1990	2011	En milliers	En %
Île-de-France	4 229	5 252	26,9%	25,5%	1 023	24%
Rhône-Alpes	1 485	2 039	9,5%	9,9%	554	37%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 221	1 658	7,8%	8,1%	437	36%
Pays-de-la-Loire	728	1 069	4,6%	5,2%	340	47%
Nord-Pas-de-Calais	878	1 182	5,6%	5,7%	303	35%
Aquitaine	749	998	4,8%	4,9%	249	33%
Bretagne	694	967	4,4%	4,7%	273	39%
Midi-Pyrénées	655	910	4,2%	4,4%	255	39%
Big8	10 640	14 074	67,7%	68,4%	3 434	32%
France métropolitaine	15 708	20 572	100,0%	100,0%	4 864	31%

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié

L'information-communication, l'informatique, la recherche et développement, le conseil-soutien et la finance-assurance sont les activités tertiaires les plus spécifiques de l'économie francilienne en 2011. Elles occupent une part de l'emploi beaucoup plus importante qu'en moyenne en France (mesurée en indice de spécificité, voir tableau ci-dessous). A l'exception de l'activité hébergement-restauration, plus présente dans l'emploi en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, qu'en l'Île-de-France, la région francilienne est toujours celle où les activités tertiaires sont les plus représentées. Les autres grandes régions sont plus diversifiées. Le faible poids de l'emploi industriel dans la structure de l'emploi francilien explique en partie cette structure atypique.

La présence des activités tertiaires en 2010 : indice de spécificité de 1er et second rang

	Activités	Région de l'indice maximum	Région du 2eme indice maximum et sup à 100
L'indice de spécificité mesure le poids de l'activité dans une région par rapport au poids moyen en France. Si l'indice est supérieur à 100, l'activité est plus présente dans la région. Si l'indice est supérieur à 150, l'activité est surreprésentée dans la région.	Commerce-Réparation	Aquitaine=106	Île-de-France= 96
	Transport-Logistique	Île-de-France= 115	Rhône-Alpes=101
	Hébergement-Restauration	Paca=136	Île-de-France= 126
	Information-Communication	Île-de-France= 229	Aucune, Bretagne=85
	Informatique	Île-de-France= 234	Midi-Pyrénées =103
	Finance-assurance	Île-de-France= 166	Aucune, Pays-de-la-Loire=91
	Immobilier	Île-de-France= 140	Paca=131
	Conseil, Soutien Technique	Île-de-France= 167	Midi-Pyrénées =113
	Recherche Scientifique	Île-de-France= 170	Midi-Pyrénées =113
	Services aux particuliers Education, santé, action sociale	Île-de-France= 115 Nord-Pas-de-Calais = 117	Paca=106 Bretagne=114, (IDF= 75)

Source : Estel, emplois salariés au 31/12/2010(p)

La construction va mieux dans les années 2000

Le secteur de la construction totalise 295 000 emplois en 2011. En 20 ans, les effectifs ont beaucoup diminué en Île-de-France, de -24% tandis que le secteur stagnait en France, +2%. La courbe annuelle des emplois en Île-de-France montre une évolution des effectifs contrastée avec une diminution importante de 1990 à 1998 puis une remontée lente des effectifs. Cependant, sur l'ensemble de la période, 1990-2011, la construction régresse plus en Île-de-France qu'ailleurs : en région Paca les effectifs diminuent de 3% et dans les autres grandes régions, ils augmentent.

Evolution des emplois totaux de la construction 1990-2012, en milliers



Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salariés et non-salariés

Emplois de la construction 1990-2011

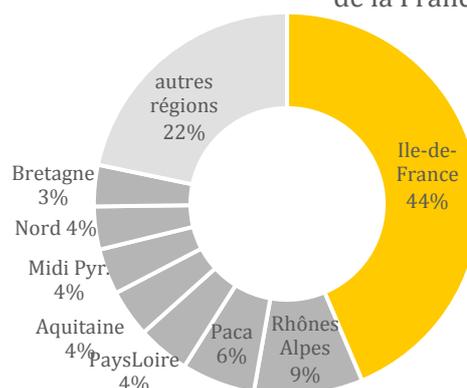
	Emplois totaux en milliers		Part dans l'emploi France métropolitaine		Tendance d'évolution 1990-2011	
	31/12/1990	31/12/2011	1990	2011	En milliers	En %
Île-de-France	386	295	22,8%	17,1%	-91	-24%
Rhône-Alpes	179	189	10,6%	11,0%	10	5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	144	140	8,5%	8,1%	-4	-3%
Pays-de-la-Loire	90	112	5,3%	6,5%	23	25%
Nord-Pas-de-Calais	91	95	5,4%	5,5%	4	4%
Aquitaine	82	96	4,8%	5,6%	15	18%
Bretagne	74	92	4,4%	5,3%	18	24%
Midi-Pyrénées	73	85	4,3%	5,0%	12	17%
Big8	1 119	1 105	66,1%	64,1%	-14	-1%
France métropolitaine	1 692	1 723	100,0%	100,0%	31	2%

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salariés et non-salariés

Un emploi plus spécialisé, des actifs plus qualifiés

Que ce soit dans le tertiaire ou l'industrie, l'Île-de-France est très orientée sur des fonctions demandant les connaissances les plus pointues. Les cadres des fonctions métropolitaines, c'est-à-dire les cadres occupant des fonctions stratégiques, recherche, conception, prestations intellectuelles,... représentent 20 % de l'emploi régional contre 10 % en moyenne en France et 12% dans les Big8 en 2010². Les régions Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes en comptent 10%. Autre exemple, les industries créatives, secteurs qui font particulièrement appel à la créativité individuelle, à la compétence et au talent sont surreprésentées en Île-de-France où sont localisés 45% des emplois nationaux de cette activité³. Les emplois d'ouvriers peu qualifiés ou d'employés peu qualifiés, qui demandent peu ou pas de diplômes y sont sous représentés par rapport aux autres régions : 18% pour une moyenne de 23% en France et des résultats « allant de 21% en Paca et Midi-Pyrénées à 28% en Picardie »⁴.

IDF : 44% des emplois de cadres des fonctions métropolitaines de la France



source : Insee, RP2010

Emplois « cadres des fonctions métropolitaines » en 1999 et 2010

	1999 CFM	2010 CFM	1999 CFM/Total emplois	2010 CFM/Total emplois
Île-de-France	803 625	1 130 296	16%	20%
Pays-de-la-Loire	61 051	103 614	5%	7%
Bretagne	52 114	90 384	5%	7%
Aquitaine	57 636	93 906	5%	7%
Midi-Pyrénées	65 352	113 616	7%	10%
Rhône Alpes	148 008	235 878	7%	10%
Paca	103 967	159 163	7%	8%
Nord-Pas-de-Calais	66 506	99 938	5%	7%
Big8	1 358 259	2 026 795	9%	12%
France métropolitaine	1 758 603	2 588 947	8%	10%

Source : Insee, RP2010

Plus généralement, l'emploi cadre a explosé en Île-de-France plus qu'ailleurs. Les effectifs de cette catégorie sont multipliés par 4 en 40 ans (1968-2008). Les effectifs de professions intermédiaires⁵ sont multipliés par 2 sur cette période. Les emplois ouvriers diminuent pratiquement de moitié. En 1990, on atteint l'équilibre entre cadres et ouvriers, mais désormais c'est la catégorie cadres qui est la plus

² Données Insee RP2010

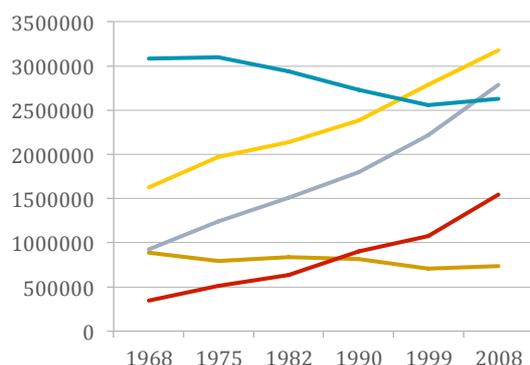
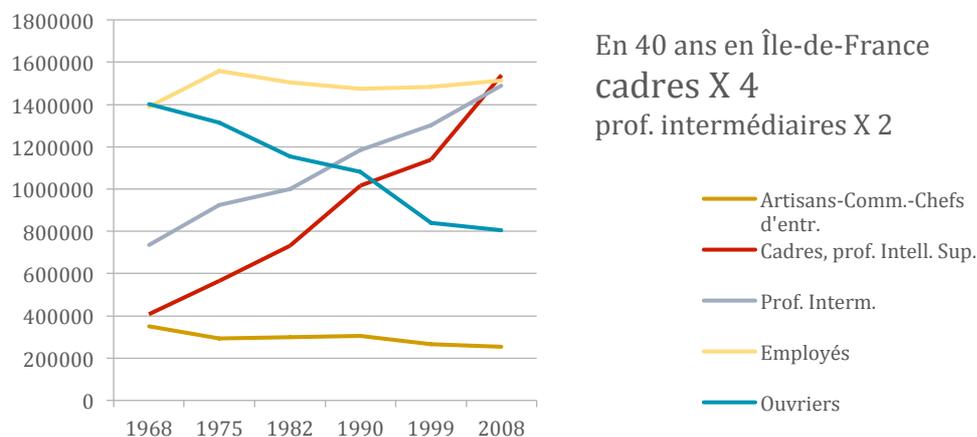
³ Atlas des Franciliens IAU janvier 2013 Article 4.3-données Insee RP2007

⁴ Atlas des Franciliens IAU janvier 2013 Article 4.2- données Insee RP2007

⁵ Selon l'Insee, deux tiers des membres du groupe occupe effectivement une position intermédiaire entre les cadres et les agents d'exécution, ouvriers ou employés. Les autres sont intermédiaires dans un sens plus figuré. Ils travaillent dans l'enseignement, la santé et le travail social; parmi eux, les instituteurs, les infirmières, les assistantes sociales.

importante dans l'emploi francilien : en 2010, la part des cadres est de 28,5%, pour 19% dans les Big8 et 17% en France. Cette progression de la qualification est générale en France mais beaucoup plus amplifiée en Île-de-France, de même que le recul de l'emploi ouvrier.

Emplois selon le groupe socio-professionnel en Île-de-France et dans les Big8 (hors ÎdF)



Source : Insee, séries rétrospectives du recensement de population

Répartition de l'emploi par catégorie socio-professionnelle en 2010- En %

	Agri.	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Total
Île-de-France	0,1	4,7	28,5	26,3	26,5	13,8	100,0
Nord-Pas-de-Calais	1,0	4,7	13,3	25,4	29,2	26,5	100,0
Pays-de-la-Loire	2,8	5,7	12,6	24,3	27,3	27,2	100,0
Bretagne	3,2	6,5	13,3	24,3	27,8	24,9	100,0
Aquitaine	2,8	7,6	13,5	24,6	29,4	22,2	100,0
Midi-Pyrénées	3,5	7,3	16,6	25,6	27,8	19,2	100,0
Rhône-Alpes	1,3	6,6	16,4	26,7	26,7	22,2	100,0
Paca	1,0	8,3	15,6	26,0	30,7	18,3	100,0
Big8	1,4	6,0	19,1	25,8	27,7	19,9	100,0
France métropolitaine	1,8	6,1	16,6	25,2	28,2	22,0	100,0

Source : Insee, RP2010

Dans un marché du travail dégradé, l'Île-de-France s'en sort mieux

Le taux de chômage, qui évolue de façon cyclique, n'est jamais redescendu en dessous de 7,5 % depuis le début des années 90 en France. En Île-de-France, où le taux de chômage est inférieur à la moyenne nationale, le seuil minimum atteint est 6,5 %. En 2013, le taux de chômage francilien, 9,1 %, est parmi les moins élevés des grandes régions, à côté des régions Rhône-Alpes, 9,3 %, Pays-de-la-Loire et Bretagne, 9,4%. Il est de 10,5% en France métropolitaine. La part des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans est beaucoup moins élevée en Île-de-France, 12 % pour une moyenne de 17,6% en France. C'est aussi beaucoup moins que dans les autres régions, un résultat notable au regard de la jeunesse de la population active francilienne. La part des chômeurs de longue durée est un peu moins élevée en Île-de-France, 40,7 %, que la moyenne nationale, 41,4% mais d'autres grandes régions ont de meilleurs résultats, Aquitaine, 38,4 %, Paca ou Rhône-Alpes, 38,5 %.

Le chômage fin 2013

	Taux ⁽¹⁾	Ecart taux France métrop.	Demandeurs d'emploi en milliers	Demandeurs de moins de 25 ans(2)	Inscrits depuis plus d'un an (2)
Aquitaine	10,3	-0,2	260,1	16,3%	38,4%
Bretagne	9,4	-1,1	235,2	17,3%	40,1%
Île-de-France	9,1	-1,4	873,3	12,0%	40,7%
Midi-Pyrénées	10,7	0,2	244,0	16,0%	40,9%
Nord-Pas-de-Calais	13,9	3,4	372,2	20,3%	47,1%
Pays-de-la-Loire	9,4	-1,1	282,2	19,4%	41,6%
Paca	11,9	1,4	430,6	15,3%	38,5%
Rhône-Alpes	9,3	-1,2	462,1	16,1%	38,5%
France métropolitaine	10,5	0,0	4 973,4	17,6%	41,4%

Sources : (1) Insee, taux 2eme trimestre 2013, publié décembre 2013

(2) Pole Emploi, Dares, DEFM de cat A, B, C novembre 2013, publiés en décembre 2013

Evolution trimestrielle du taux de chômage entre 1990 et 2013- En %



Source : Insee - Taux de chômage localisés

Les formes d'emplois temporaires (CDD, intérim, stages et emplois aidés) ainsi que les emplois à temps partiel se sont considérablement développés au cours des vingt dernières années. L'emploi salarié à durée indéterminée et à temps plein demeure toutefois le statut le plus fréquent. Ces emplois (temps partiel, contrats courts) concernent avant tout les catégories les plus fragiles sur le marché du travail (non diplômés, jeunes, femmes, étrangers) et sont moins présents en Île-de-France que dans les autres grandes régions ou qu'en moyenne en France. La plus grande qualification des actifs et des emplois dans la région pourrait expliquer cette situation particulière.

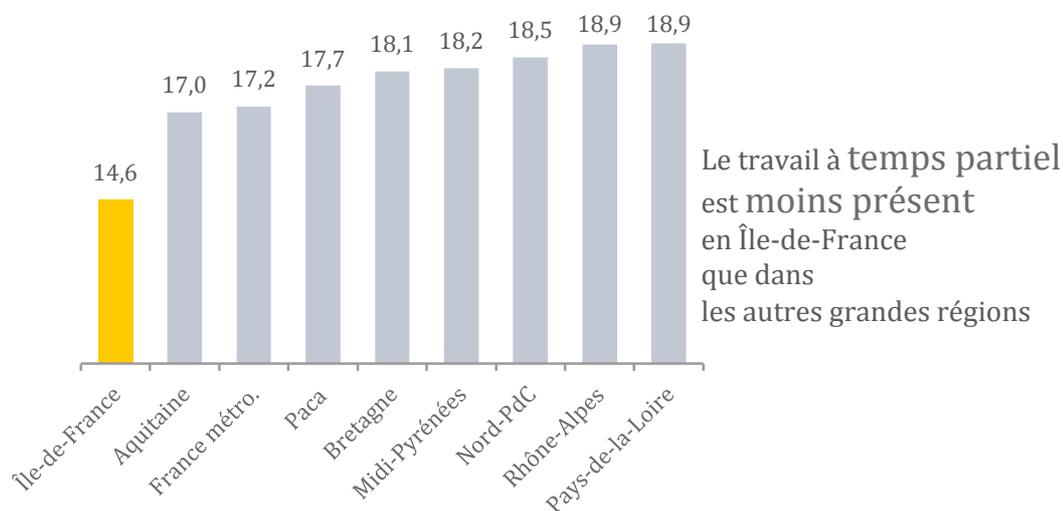
Part des salariés en emplois temporaires* en 2010

	2010
Bretagne	13,7
Rhône-Alpes	13,3
Nord-Pas-de-Calais	13,2
Midi-Pyrénées	12,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12,9
Pays-de-la-Loire	12,6
Île-de-France	10,4
France métropolitaine	12,4

* CDD y compris intérim, contrat aidé, emplois réservés (emplois publics et privés).

Source : Insee, RP2010 exploitation complémentaire.

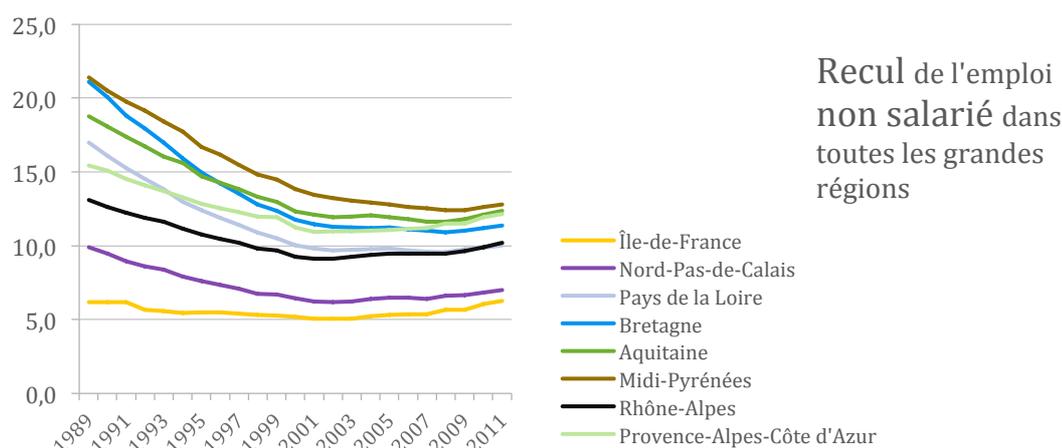
Proportion d'actifs travaillant à temps partiel en 2010



Source : Insee, enquête emploi Île-de-France

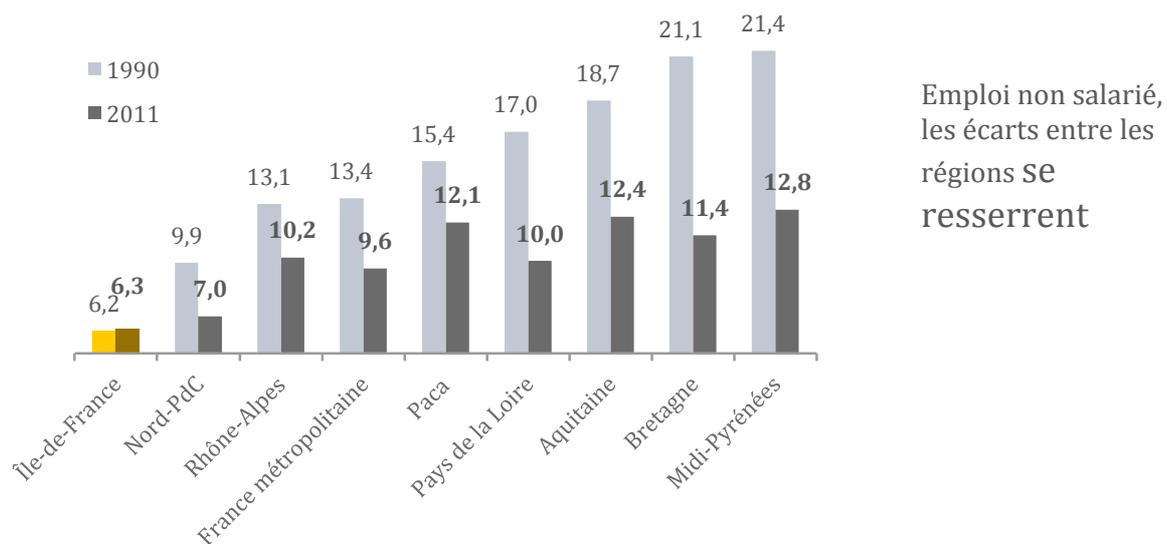
L'emploi non salarié a considérablement diminué en France sur longue période une des principales raisons étant la diminution des agriculteurs. Les écarts entre les grandes régions, très importants en 1990, se sont considérablement réduits. L'Île-de-France est la seule région où ce taux s'est maintenu mais c'est aussi celle où il est le plus faible.

Evolution de la part de l'emploi non salarié (en %) entre 1990 et 2011



Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi

Part des non-salariés parmi les actifs occupés, en %



Source : Insee, enquête emploi Île-de-France

Partie 2 : Effets de crise

En 2008, la France est entrée dans une crise économique à laquelle aucune région n'a échappé. Les années de recul le plus marqué de l'emploi ont été 2008 et 2009 mais les effets de la crise se sont poursuivis ensuite et le chômage a continué d'augmenter jusqu'en 2013⁶.

Jusqu'en 2007, les cycles économiques sont amplifiés en Île-de-France

L'évolution de l'emploi est soumise aux cycles économiques avec une alternance de périodes de récession et de périodes de croissance. Depuis le milieu des années 80, l'Île-de-France a quasiment toujours connu des évolutions annuelles de l'emploi plus fortes que celles de la province, que ce soit à la hausse ou à la baisse. Sur la période 1990-2013, la France a connu deux crises économiques, 1991-1993, et 2008. L'Île-de-France et la région Rhône-Alpes ont été les plus touchées par la crise de 1991-1993, et l'Île-de-France a continué d'accuser le choc plus longtemps. Sur les trois années de diminution de l'emploi (1991 à 1993) les pertes d'emploi en Île-de-France ont représenté 35% des diminutions de l'ensemble de la France, celles de Rhône-Alpes 15%. La région Pays-de-la-Loire est celle qui s'en est la mieux sortie.

Dans les années 2000-2007, durant une période marquée par une phase de ralentissement (2000-2004) puis une phase d'embellie économique (2004-2007), l'Île-de-France a été successivement la troisième région française la plus touchée, puis la troisième région la plus performante en termes d'évolution de l'emploi⁷. Par ailleurs, au cours des années de croissance qui suivent, l'Île-de-France enregistre un recul de l'emploi en 2002 et 2003 de 75 300 emplois⁸, tandis que la France affiche un solde positif de 126 200 emplois sur ces deux années, malgré une décroissance en 2003.

Evolution annuelle de l'emploi salarié et non salarié selon les périodes

	<i>récession</i> 1991-1993	<i>croissance</i> 1994-2001	<i>Recul en</i> <i>IDF</i> 2002-2003	<i>croissance</i> 2004-2007	<i>récession</i> 2008-2009	<i>croissance</i> 2010-2011
Île-de-France	-58 800	63 900	-37 700	70 000	-35 000	37 900
France métropolitaine	-166 200	327 500	63 100	245 189	-182 000	107 400
Part IDF/France	35%	20%		29%	19%	35%

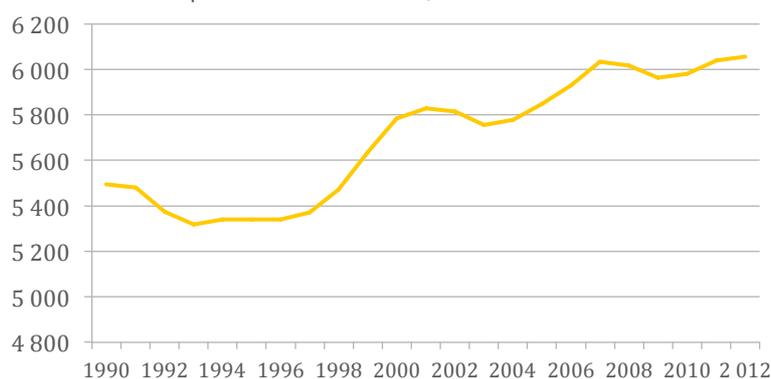
Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi

6 Ce chapitre comprend donc des statistiques sur une moyenne période récente : 2006-2012, 2013 suivant la disponibilité des statistiques ainsi que des éclairages particuliers sur 2008/2009.

7 L'économie francilienne entre 2000 et 2010. Analyse sectorielle de l'emploi mars 2012 DRIEA .

8 Notamment dans le secteur informatique, une des activités caractéristiques de l'Île-de-France.

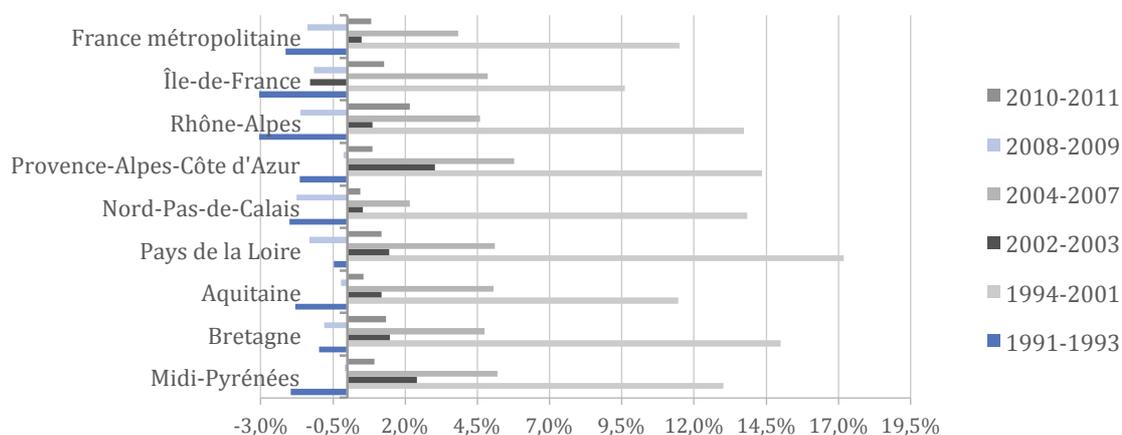
Evolution de l'emploi en Île-de-France, en milliers de 1990 à 2012



une évolution
de l'emploi
cyclique

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi

Evolution de l'emploi, salarié et non salarié, par période de croissance ou décroissance



Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi

La crise de 2008

En 2008, après plusieurs années de croissance économique la France, connaît un retournement brutal, une crise de grande ampleur, en écho au contexte national, dont la sortie est encore floue. « *Amorcée à l'automne 2008, la Grande récession est en train de devenir un phénomène pérenne*⁹ ». On craint en France une autre crise liée à la dépense publique¹⁰. En effet, si l'emploi est reparti à la hausse en France en 2010, le chômage a continué d'augmenter. L'année 2013 se termine par des signes de reprise mais avec des « *facteurs de déséquilibre* » et une « *embellie timide sur le marché de l'emploi* »¹¹. En Île-de-France, l'activité progresse mais la reprise est « *fragile et contrastée* »¹².

9 Alternatives économiques Hors-série n°96- Février 2013

10 La crise qui vient. Laurent Davezies- Editions de l'Aube 2012.

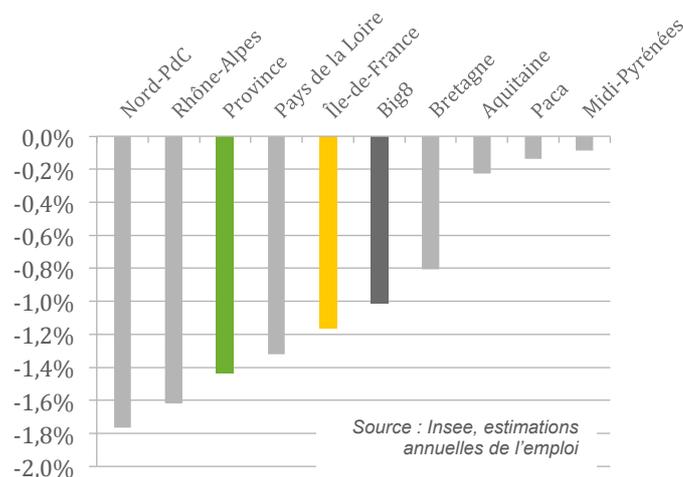
11 Le Monde du 03-10-2013

12 La conjoncture en Île-de-France, Banque de France, novembre 2013

L'Île-de-France : une meilleure résistance à partir de 2008

La crise de 1993, comme celle de 1984 avant elle, avait provoqué un choc, en termes de PIB ou d'emploi, plus violent dans les grandes métropoles (Paris, Londres, Tokyo, New York¹³). Mais l'économie francilienne va réagir différemment à la crise de 2008. Sur 2008 et 2009, le recul de l'emploi est proportionnellement moins élevé en Île-de-France, -0,6% par an, qu'en moyenne en France, -0,7% par an. Les régions Nord-Pas-de-Calais et Rhône-Alpes, Pays-de-la-Loire ainsi que la province ont des diminutions plus marquées. Le recul de l'emploi est faible en Aquitaine, Provence-Alpes-Côte-d'Azur et les effectifs de Midi-Pyrénées sont stables. Au final, l'Île-de-France affiche un résultat proche de celui de la moyenne des Big8. En nombre d'emplois, la région francilienne représente 19 % des pertes sur 2008 et 2009 de l'ensemble de la France, la région Rhône-Alpes 15 %.

Evolution annuelle de l'emploi total entre le 31/12/2007 et le 31/12/2009. En %



En 2010-2011, l'Île-de-France regagne de l'emploi plus rapidement que la moyenne et réussit en deux ans à retrouver le niveau d'emploi atteint fin 2007, avant la crise. A l'exception de Pays-de-la-Loire et Nord-Pas-de-Calais, les autres Big8 retrouvent, comme l'Île-de-France, un niveau d'emploi supérieur en 2011 à celui de 2007.

Evolution annuelle de l'emploi total en %

	2007 en milliers	31/12/2007 au 31/12/2009	31/12/2009 au 31/12/2011	2012 en milliers	31/12/2011 au 31/12/2012
Île-de-France	6 034	-0,6%	0,6%	6 040	0,3%
Rhône-Alpes	2 690	-0,8%	1,1%	2 705	0,2%
Paca	1 982	-0,1%	0,4%	1 996	-0,2%
Nord-Pas-de-Calais	1 538	-0,9%	0,2%	1 518	-1,1%
Pays Loire	1 499	-0,7%	0,6%	1 497	0,4%
Aquitaine	1 305	-0,1%	0,3%	1 309	0,4%
Bretagne	1 293	-0,4%	0,7%	1 300	-0,2%
Midi-Pyrénées	1 185	0,04%	0,5%	1 196	1,1%
Big8	17 527	-0,5%	0,6%	20 296	0,1%
France métro.	26 485	-0,7%	0,4%	26 336	-0,2%

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi

Les résultats de l'année 2012 sont encore provisoires à cette date, mais il semblerait que la croissance de l'emploi se poursuive dans plusieurs grandes régions dont l'Île-de-France avec cependant un rythme ralenti par rapport à 2011. Seules Midi-Pyrénées, et Aquitaine mais très légèrement, enregistrent une croissance plus élevée. L'année 2012 se solderait par une décroissance de l'emploi

13 Economie et territoires de l'Île-de-France- IAURIF 1996

sur l'ensemble de la France ainsi que dans les régions Nord-Pas-de-Calais, Paca et Bretagne.

Les estimations trimestrielles d'emplois salariés proposent de premiers résultats pour l'année 2013. A partir du troisième trimestre 2012, la France serait entrée de nouveau dans une période de décroissance à laquelle l'Île-de-France résisterait mieux que la moyenne. Sur un an, entre le premier trimestre 2012 et le premier trimestre 2013, l'Île-de-France enregistrerait un recul de l'emploi moins important que la moyenne et que la plupart des grandes régions.

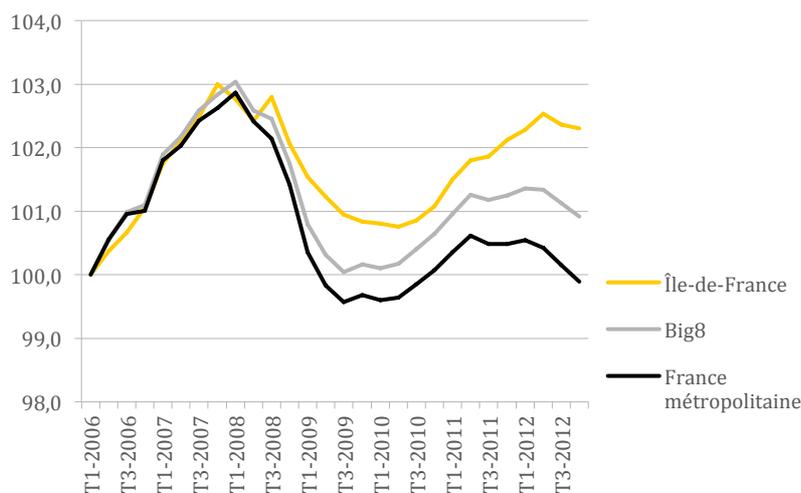
Au final depuis 2008, l'évolution de l'emploi est plus favorable en Île-de-France : il diminue moins depuis 2008, repart davantage jusqu'en 2012 et enregistre une diminution plus faible au premier trimestre 2013, que la moyenne des régions et des Big8.

Evolution de l'emploi salarié au cours des douze derniers mois

	Emplois salariés (en milliers) T1-2013	Évolution (en %)		Évolution sur un an (en %) T1-2012/ T1-2013
		T4-2012/ T1-2013	T3-2012/ T4-2012	
Île-de-France	4 076,9	0,1	-0,1	-0,1
Rhône-Alpes	1 639,3	0,0	-0,3	-0,4
Paca	1 106,9	0,3	-0,5	-0,3
Pays-de-la-Loire	896,2	-0,1	0,0	-0,6
Nord-Pas-de-Calais	869,2	-0,1	-0,5	-1,5
Aquitaine	708,4	0,2	-0,1	-0,3
Bretagne	708,0	-0,5	0,0	-1,0
Midi-Pyrénées	662,9	0,2	-0,3	0,1
France métropolitaine	15 489,4	0,0	-0,3	-0,7

Source : Insee, estimations trimestrielles de l'emploi salarié

Evolution de l'emploi salarié entre 2006 et 2013- Base 100 en 2006



Depuis 2008
l'Île-de-France
s'en sort mieux
que la moyenne des
BIG8 ou que la moyenne
des régions françaises

Source : Insee, estimations trimestrielles de l'emploi salarié

L'industrie accuse la crise plus tardivement en Île-de-France

L'industrie a été proportionnellement plus affectée par la crise que le tertiaire. En 2008 et 2009, en plein cœur de crise, les emplois industriels en Île-de-France régressent de 5,2%, ceux du tertiaire de 0,9%. Sur l'ensemble de la France, l'écart entre industrie et tertiaire est plus marqué qu'en Île-de-France.

Le tertiaire, vu le poids de ce secteur en emplois, supporte cependant l'essentiel de la crise en Île-de-France avec une perte de 45 200 emplois pour 27 600 emplois. Sur l'ensemble de la France, l'industrie recule de 245 500 emplois pour 60 900 dans le tertiaire. La construction, qui réussit à augmenter son poids sur cette période (+3 600 emplois) contribue, à la mesure de son poids, aux meilleurs résultats de l'emploi en Île-de-France pendant la crise.

Evolution de l'emploi entre le 31/12/2007 et le 31/12/2009

	Île-de-France		France métropolitaine	
	2008-2009	en %	2008-2009	en %
Industrie	-27 577	-5,2%	-245 493	-6,6%
Tertiaire	-45 172	-0,9%	-60 833	-0,3%
<i>Dont tertiaire marchand</i>	-53 249	-1,4%	-174 132	-1,4%
<i>Dont tertiaire non marchand</i>	8 077	0,5%	113 299	1,4%
Construction	3 556	1,2%	-29 004	-1,6%
Total (dont agriculture)	-70 077	-1,2%	-364 029	-1,4%

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié

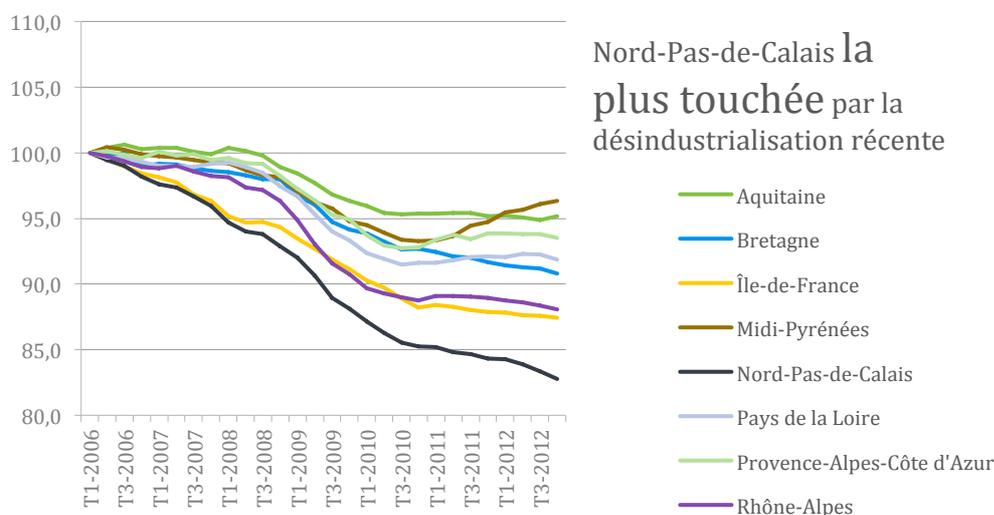
Sur les deux années, 2008-2009, les effectifs industriels de l'Île-de-France diminuent moins que la moyenne de la France ou des Big8, -5,2% pour respectivement -6,6% et -5,8% ; ou encore que ceux de la région Rhône-Alpes, deuxième région industrielle après l'Île-de-France. Dans les deux années qui suivent, 2010-2011, alors que la diminution est moins élevée en moyenne en France et dans les Big8, l'industrie francilienne contracte davantage ses effectifs. En 2012, et les résultats sont encore provisoires l'industrie regagne des emplois dans certaines grandes régions (Midi-Pyrénées, Bretagne,...) mais elle en perd en Île-de-France (-1%) et dans le Nord-Pas-de-Calais (-1,7%).

Evolution annuelle de l'emploi dans l'industrie

	31/12/2007 au 31/12/2009	31/12/2009 au 31/12/2011	31/12/2011 au 31/12/2012	Emplois en 2012 en milliers	Part dans l'emploi total en 2012
Île-de-France	-2,6%	-1,7%	-1,0%	478	7,9%
Rhône-Alpes	-3,7%	-0,9%	-0,6%	431	15,9%
Paca	-2,1%	-0,4%	-0,3%	167	8,4%
Nord-Pas-de-Calais	-4,1%	-2,1%	-1,7%	215	14,3%
Pays-de-la-Loire	-2,9%	-0,6%	0,2%	257	17,1%
Aquitaine	-1,7%	-0,4%	0,1%	154	11,7%
Bretagne	-2,1%	-1,1%	0,8%	182	14,0%
Midi-Pyrénées	-2,2%	0,0%	1,8%	155	12,8%
Big8	-2,9%	-1,0%	-0,3%	2 039	11,6%
France métropolitaine	-3,3%	-1,2%	-0,9%	3 366	12,8%

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié

Evolution des emplois de l'industrie entre début 2006 et début 2013 - Base 100 en 2006



Insee, Estimations trimestrielles de l'emploi salarié

Certains secteurs tertiaires résistent

Le tertiaire marchand, plus concurrentiel, a moins bien résisté à la crise que le secteur non marchand. Le tertiaire marchand occupe, fin 2012, 62% des emplois totaux en Île-de-France¹⁴, un maximum en France (Paca 50%). L'évolution des emplois de ce secteur est identique ou très proche de la moyenne des Big8 ou de la moyenne France durant les deux années de crise 2008 et 2009 puis sur la période 2009-2011 quand l'emploi de ce secteur repart dans toutes les régions. Sur l'année 2012 (résultats provisoires) l'Île-de-France enregistre une petite croissance de ce secteur, proche de la moyenne des grandes régions alors que le résultat est négatif sur l'ensemble de la France.

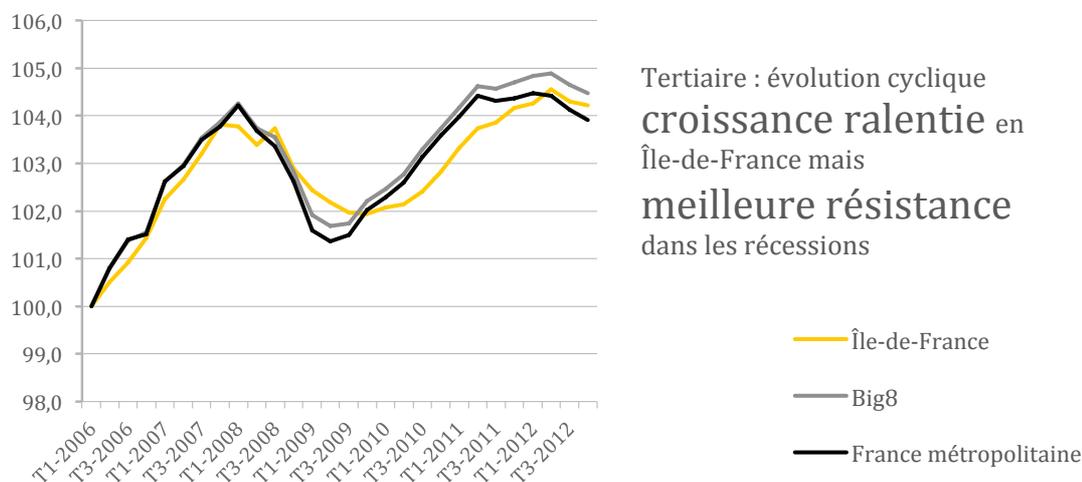
Evolution annuelle de l'emploi dans le tertiaire marchand

	31/12/2007 au 31/12/2009	31/12/2009 au 31/12/2011	31/12/2011 au 31/12/2012	Emplois en 2012 en milliers	Part dans l'emploi en 2012
Île-de-France	-0,7%	1,5%	0,1%	3 730	61,6%
Rhône-Alpes	-0,7%	2,1%	0,3%	1 258	46,4%
Paca	-0,3%	1,1%	-0,3%	994	49,9%
Nord-Pas-de-Calais	-1,0%	1,3%	-1,4%	657	43,8%
Pays-de-la-Loire	-0,8%	1,8%	0,2%	643	42,8%
Aquitaine	-0,2%	0,9%	0,5%	585	44,5%
Bretagne	-0,5%	1,6%	-0,1%	541	41,7%
Midi-Pyrénées	0,0%	1,4%	1,3%	533	44,1%
Big8	-0,6%	1,5%	0,1%	8 943	50,9%
France métropolitaine	-0,7%	1,4%	-0,4%	12 516	47,6%

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié

¹⁴ 82% de l'emploi salarié

Evolution trimestrielle des emplois du tertiaire marchand entre début 2006 et début 2013 - Base 100 en 2006



Source : Insee, estimations trimestrielles de l'emploi salarié

Le tertiaire non marchand (santé, social, enseignement, culture...) est le second secteur après le tertiaire marchand. Il occupe, fin 2012, 25% des emplois totaux en Île-de-France, et il est moins spécifique de l'économie francilienne.

Ce secteur résiste à la crise et continue de progresser en 2008/2009, de façon très modérée en Île-de-France, avec un taux annuel le plus bas des grandes régions. Les effectifs diminuent en 2010/2011 en Île-de-France pour repartir à la hausse en 2012, résultat provisoire.

Evolution annuelle de l'emploi dans le tertiaire non marchand

	31/12/2007 au 31/12/2009	31/12/2009 au 31/12/2011	31/12/2011 au 31/12/2012	Emplois en 2012 en milliers	Part dans l'emploi en 2012
Île-de-France	0,3%	-0,4%	0,4%	1 532	25,3%
Rhône-Alpes	1,1%	1,0%	0,6%	789	29,1%
Paca	1,2%	0,1%	0,0%	661	33,2%
Nord-Pas-de-Calais	0,8%	0,1%	-0,3%	513	34,2%
Pays-de-la-Loire	0,9%	0,1%	1,1%	431	28,7%
Aquitaine	1,2%	0,0%	0,5%	418	31,8%
Bretagne	1,1%	0,6%	0,5%	427	32,9%
Midi-Pyrénées	1,5%	0,0%	1,6%	389	32,2%
Big8	0,8%	0,1%	0,5%	5 162	29,4%
France métropolitaine	0,7%	0,0%	0,5%	8 046	30,6%

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié

Sur douze activités tertiaires¹⁵ regroupées pour ce dossier, cinq ont progressé pendant les deux années de recul de l'emploi, en 2008 et 2009. Sur cette période, l'emploi salarié du tertiaire, toutes activités confondues, a diminué de -42 300 postes en Île-de-France. Mais l'informatique (+2 500 emplois salariés), le conseil et

¹⁵ Selon un regroupement réalisé à partir de la Naf38.

soutien technique (+1 600) et les services aux particuliers (+5 800) ont continué à se développer.

En revanche, le commerce-réparation suit la tendance générale de l'emploi (diminution de 11 800 emplois salariés), de même que l'information-communication (-5 600), la recherche et développement scientifique (-2 700) et l'éducation, santé, action sociale (-2 600).

La finance-assurances, qui avait eu tendance à augmenter ses effectifs dans la moyenne période, est affectée par la crise et perd 7 000 salariés en deux ans. Le transport-logistique et l'hébergement-restauration perdent des emplois (respectivement -800 et -500) mais dans des proportions modérées.

Evolution des secteurs d'activité du 31/12/ 2007 au 31/12/2009 et part dans l'emploi

	2008 et 2009 en effectifs IDF	Evolution 2007 et 2009 en %			Part dans l'emploi total du tertiaire au 31/12/2009		
		IDF	province	BIG8-idf	IDF	province	BIG8-idf
Commerces-Réparations	-11 816	-1,7%	-0,6%	-0,7%	12,1%	12,8%	13,0%
Transports-Logistique	-837	-0,2%	-1,2%	-0,9%	6,4%	5,4%	5,4%
Hébergements-Restauration	-498	-0,2%	0,0%	0,3%	4,8%	3,5%	3,0%
Information-Communication	-5 568	-2,8%	-2,9%	-3,0%	3,4%	0,9%	1,0%
Informatique	2 532	1,4%	4,8%	5,5%	3,4%	0,8%	1,1%
Finances-Assurances	-7 087	-2,1%	0,2%	0,4%	5,8%	2,7%	2,8%
Immobilier	-1 330	-1,7%	-3,0%	-2,9%	1,4%	0,9%	0,9%
Conseil, Soutien Technique	1 585	0,5%	1,3%	1,6%	6,2%	2,8%	3,2%
Recherche Scientifique	-2 674	-1,8%	-0,3%	-0,3%	2,6%	1,2%	1,4%
Services aux particuliers	5 789	1,6%	1,8%	1,5%	6,5%	5,3%	5,3%
Education, santé, action sociale	-2 620	-0,3%	0,8%	1,2%	14,9%	21,7%	21,2%
Administration	2 501	0,4%	0,3%	0,4%	11,1%	12,2%	11,9%
Total des emplois salariés	-42 325	-0,7	-0,8	-0,6%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Estel, emplois salariés annuels

Une construction dynamique en Île-de-France

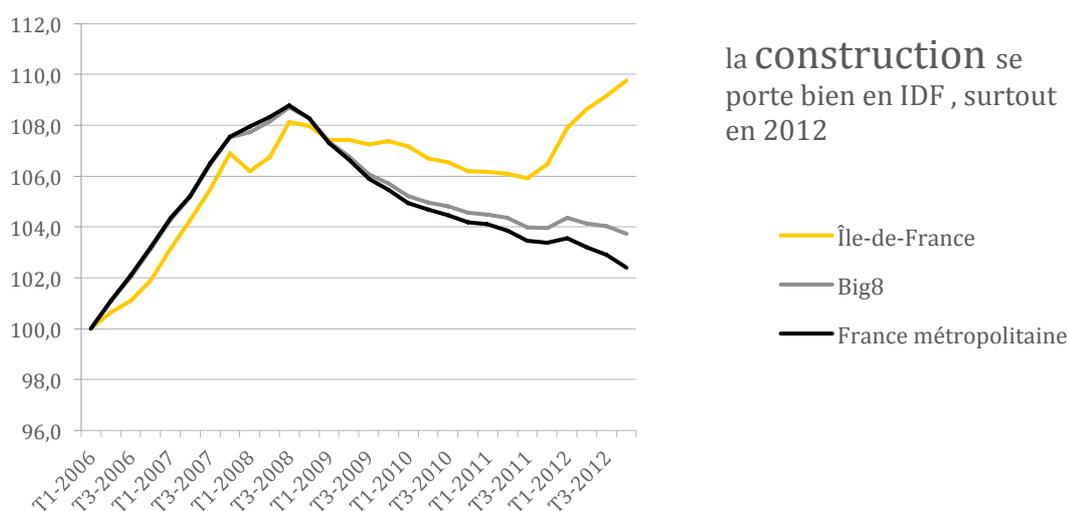
Le secteur de la construction représente 5 % des emplois de l'Île-de-France en 2012. Il se comporte de façon atypique pendant les deux années de crise dans la région francilienne en affichant une croissance de l'emploi tandis qu'il diminue dans les autres régions. Les effectifs de la construction sont stabilisés sur la période suivante (2009-2011) alors qu'ils diminuent dans les autres grandes régions et en moyenne en France, à l'exception de la région Rhône-Alpes où la construction est dynamique sur cette période. Les résultats de 2012, provisoires, sont très satisfaisants pour le secteur en Île-de-France avec un gain d'emploi isolé dans le contexte national.

Evolution annuelle de l'emploi total dans la construction

	31/12/2007 au 31/12/2009	31/12/2009 au 31/12/2011	31/12/2011 au 31/12/2012	emplois en 2012 en milliers	Part dans l'emploi
Île-de-France	0,6%	0,0%	2,6%	303	5,0%
Rhône-Alpes	-1,5%	0,4%	0,3%	190	7,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-1,1%	-0,6%	-1,6%	137	6,9%
Nord-Pas-de-Calais	-0,7%	-0,5%	-1,8%	93	6,2%
Pays-de-la-Loire	-0,1%	-0,3%	-1,0%	111	7,4%
Aquitaine	-0,6%	0,0%	-0,4%	96	7,3%
Bretagne	-1,7%	-0,5%	-1,3%	91	7,0%
Midi-Pyrénées	-1,1%	-0,4%	-2,4%	83	6,9%
Big8	-0,6%	-0,2%	0,1%	1 107	6,3%
France métropolitaine	-0,8%	-0,4%	-0,8%	1 709	6,5%

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi

Evolution des emplois de la construction entre début 2006 et début 2013 - Base 100 en 2006



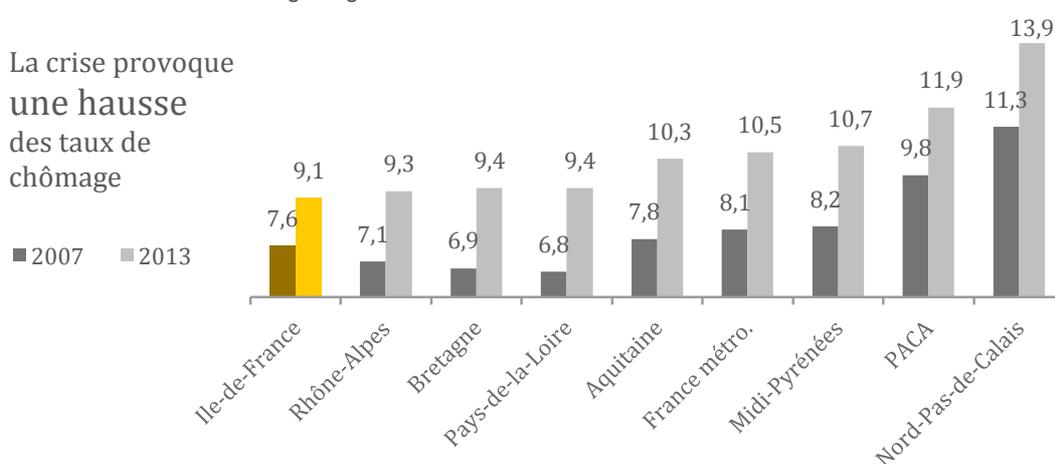
Source : Insee, estimations trimestrielles de l'emploi salarié

Chômage : les plus vulnérables sont les plus touchés

Alors que dans la période 2002-2006 la croissance du chômage avait été plus élevée en Île-de-France que dans les autres Big8, le taux de chômage francilien a été moins sensible à la crise de 2008. La baisse du chômage francilien est plus marquée que la moyenne de 2006 à 2008 et la croissance du chômage plus contenue de 2009 à 2012. L'Île-de-France retrouve ainsi le groupe des régions où le taux de chômage est inférieur à la moyenne française, à côté des régions Rhône-Alpes, 9,3%, Pays-de-la-Loire et Bretagne (9,4%). En 2013, au 1^{er} trimestre, le taux de chômage est de 9,1 en Île-de-France, et de 10,5 en France métropolitaine.

Evolution des taux de chômage régionaux

La crise provoque
une hausse
des taux de
chômage



Source : Insee, taux de chômage au 2eme trimestre 2013

Toutes les catégories sociales ont été touchées par l'augmentation du chômage en Île-de-France, mais la crise a davantage concerné les actifs les plus vulnérables, les moins diplômés et les jeunes. L'augmentation du taux de chômage est plus élevée pour les moins de 25 ans, près 3 points entre 2007 et 2011, pour une moyenne de plus de 1 point. Le taux de chômage des jeunes est de 19,8% en 2011.

Longtemps plus touchés que les hommes par le chômage, les femmes s'en sortent un peu mieux aujourd'hui. La crise a dans un premier temps davantage concerné les hommes à travers le chômage et les femmes par le développement des emplois précaires. En 2011, elles ont un taux de chômage très légèrement inférieur à celui des hommes.

Parmi les principales catégories sociales, ce sont les employés qui ont été les plus touchés par la crise en Île-de-France (employés et ouvriers sur l'ensemble de la France). Ils représentent 70% des demandeurs d'emplois supplémentaires en Île-de-France entre fin 2007 et fin 2010, suivis des cadres (14%). Rappelons que les employés représentent 29% des actifs et les cadres 28 %¹⁶.

¹⁶ Source : Insee, RP2009

En 2011, les employés et les ouvriers ont le taux de chômage maximum (respectivement 14,4% et 10,9%) et la progression maximale depuis 2007 (1,5 point environ). A titre de comparaison, le taux de chômage des cadres franciliens est de 4,5% et il a progressé de 0,5 point.

Evolution du taux de chômage par catégorie sociale en Île-de-France

	2007	2011
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	3,0%	3,4%
Cadres et professions intellectuelles supérieures	3,9%	4,5%
Professions intermédiaires	5,8%	5,4%
Employés	8,7%	9,9%
Ouvriers	12,9%	14,4%
Jeunes (moins de 25 ans)	16,9%	19,8%
Adultes 25-54 ans	7,4%	8,1%
Seniors (55-64 ans)	6,1%	6,5%
Femmes (55-64 ans)	8,0%	8,7%
Hommes (55-64 ans)	8,3%	9,2%
Ensemble des actifs	8,2%	8,9%

Source : Insee, enquête emploi Île-de-France

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens de moins de 25 ans a augmenté de 47% entre 2007 et 2013, une évolution inférieure à la moyenne nationale et qui correspond à une croissance du chômage globalement moins élevée dans la région. En effet, l'ensemble des demandeurs d'emploi augmente de 48% en Île-de-France pour 56 % sur l'ensemble de la France. L'augmentation est plus élevée dans les autres grandes régions exceptées en Nord-Pas-de-Calais, 46%.

Le nombre de chômeurs de longue durée augmente plus que la moyenne des demandeurs d'emploi dans toutes les régions, indiquant des difficultés accrues de retour à l'emploi. Le décalage est moins marqué en Île-de-France où le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an augmente de 68% entre 2007 et 2013 alors qu'il double dans la plupart des autres régions et en France.

Evolution du chômage entre 2007 et 2013

	Demandeurs d'emploi en milliers en 2013	Evolution des demandeurs d'emploi 2007-2013	Evolution des demandeurs de moins de 25 ans 2007-2013	Evolution des Inscrits depuis plus d'un an (2) 2007-2013
Aquitaine	260,1	59%	53%	95%
Bretagne	235,2	61%	49%	107%
Île-de-France	873,3	48%	47%	68%
Midi-Pyrénées	244,0	62%	3%	106%
Nord-Pas-de-Calais	372,2	46%	22%	87%
Pays-de-la-Loire	282,2	65%	60%	110%
PACA	430,6	54%	51%	97%
Rhône-Alpes	462,1	66%	58%	134%
France métropolitaine	4 973,4	56%	55%	99%

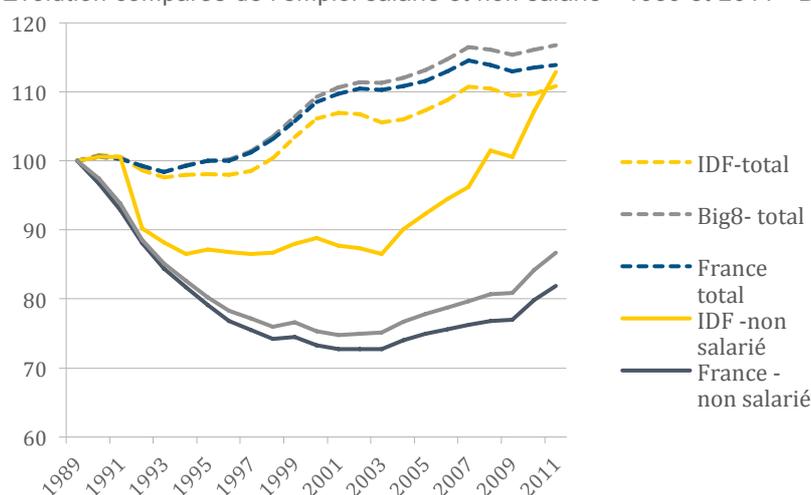
Sources : (1) Insee, taux novembre 2013, publié décembre 2013

(2) Pôle Emploi, Dares, DEFM de cat A,B,C novembre 2013, publiés en décembre 2013

Emploi non salarié : une évolution atypique

L'emploi non salarié a mieux résisté que l'emploi salarié en 2008 et 2009, voire même atténué la crise. Le solde d'emplois non-salariés est positif sur cette période sur l'ensemble de la France métropolitaine et en moyenne dans les Big8. En Île-de-France, l'emploi non salarié augmente en 2008 et se maintient en 2009. Pendant ces deux années de crise, alors que l'emploi total perd par an en moyenne 35 000 emplois, que l'emploi salarié diminue de 42 000 emplois par an et l'emploi non salarié augmente de 7 000 emplois par an. En Aquitaine et Provence Alpes Côte d'azur, l'emploi non salarié compense une part non négligeable du recul de l'emploi salarié, davantage qu'en Île-de-France. En revanche, dans d'autres régions il s'agit davantage de maintien de l'emploi salarié (Pays-de-la-Loire, Rhône-Alpes). L'emploi non salarié est très touché en Bretagne en 2008 mais reprend en 2009, et au final recule sur la période. La région Midi-Pyrénées est atypique, l'emploi salarié se maintient alors que l'emploi non salarié diminue. L'emploi non salarié représente 337 000 emplois en Île-de-France en 2011.

Evolution comparée de l'emploi salarié et non salarié - 1989 et 2011 - Base 100 en 1989



Non salariés :
337 000 emplois
en Île-de-France
pour
5 512 000 salariés
et une évolution
moins connectée
à la conjoncture

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi

Evolution comparée de l'emploi salarié et de l'emploi non salarié entre le 31/12/2007 et 31/12/2009

	Solde d'emploi	
	non-salariés	salariés
Île-de-France	7 300	-35 000
Rhône-Alpes	400	-21 700
Paca	2 900	-1 400
Nord-Pas-de-Calais	900	-13 600
Pays-de-la-Loire	300	-9 900
Aquitaine	900	-1 500
Bretagne	-400	-5 200
Midi-Pyrénées	-900	-500
Big8	11 300	-88 800
France métropolitaine	10 700	-182 000

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi

L'emploi non salarié : une croissance accélérée par la création du statut d'auto-entrepreneurs

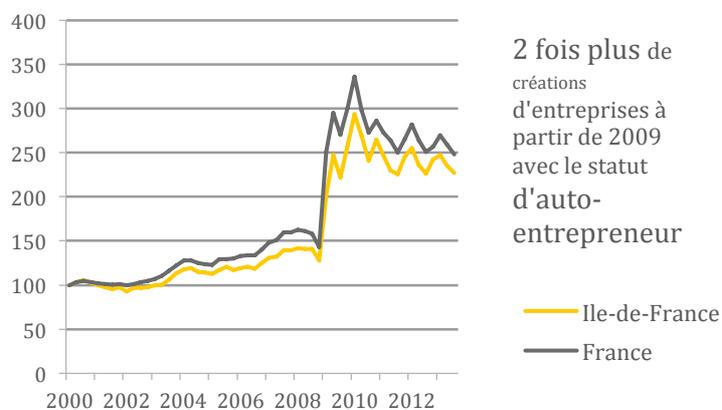
Créé en 2009, le statut d'auto-entrepreneurs a provoqué une forte hausse de la création d'entreprises, multipliant le nombre de créations totales par 2 environ. Le nombre de créations sous le statut d'auto-entrepreneurs en est compris entre 65 600 et 84 400 par an entre 2009 et 2012. Le mouvement est comparativement un peu moins important en Île-de-France que sur l'ensemble de la France. Ce nouveau statut a sans doute contribué au développement de l'emploi non salarié à partir de 2009¹⁷.

Nombre de créations par an en Île-de-France

	auto-entrepreneurs	autres	total
2009	65 648	64 732	132 389
2010	84 390	65 687	152 087
2011	67 667	65 347	135 025
2012	71 760	63 060	136 832
3T2013	50 146	49 464	99 610

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Créations trimestrielles d'entreprises –base 100 en 2000



Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

¹⁷ Mais les chiffres ne sont pas comparables, pour les emplois non-salariés il s'agit d'un stock sur la base de déclaration d'individu et correspondant à un emploi. Pour les créations sont des flux, et elles correspondent à un statut.

Partie 3 : L'Île-de-France, atypique

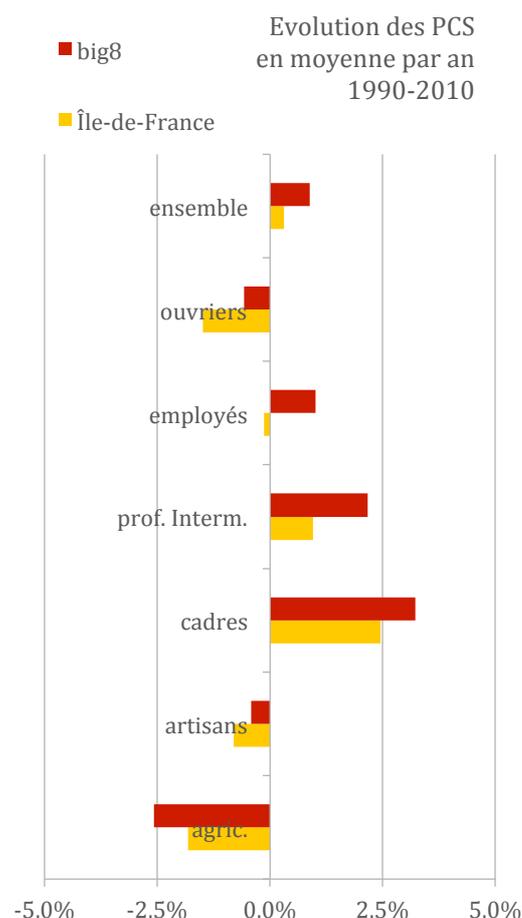
L'Île-de-France, région capitale, présente une structure d'emplois et d'activités économiques atypique, et elle est très souvent précurseur dans les évolutions. Les écarts de profils entre les grandes régions tendent à se resserrer sur certaines périodes mais au final, en terme de positionnement dans l'ensemble national, l'Île-de-France concentre les emplois, le PIB, les fonctions stratégiques, les actifs très qualifiés... et les phénomènes de rattrapage sont souvent gommés. Comme l'écrit la Datar¹⁸, « hormis Paris, aucune autre aire urbaine en France n'a à la fois une taille, une diversité de fonctions et un degré d'intégration dans les réseaux de longue portée suffisant pour être considérée comme métropolitaine ».

Une main-d'œuvre qui fait la différence

Le nombre de cadres augmente : +2,5% par an en Île-de-France entre 1990 et 2010. La progression est plus rapide dans toutes les autres grandes régions en particulier Midi-Pyrénées (+4,8% par an), Pays-de-la-Loire et Bretagne (+4,6%), le phénomène s'étant accéléré récemment (1999-2010). Malgré ce « rattrapage », les cadres s'imposent dans la structure de l'emploi en Île-de-France plus qu'ailleurs, +8 points entre 1990 et 2010 pour une moyenne de 5,6 points dans les Big8. Aucune autre grande région ne connaît une telle croissance, Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes se situant cependant au-dessus de la moyenne nationale. Cette intensification de la qualification globale de l'emploi provient aussi de la disparition plus élevée des emplois ouvriers en Île-de-France : -1,5% par an entre 1990 et 2010. Les effectifs ouvriers diminuent aussi mais moins qu'en Île-de-France, dans les autres grandes régions à l'exception de Pays-de-la-Loire et Bretagne.

Les professions intermédiaires progressent dans toutes les régions et moins en Île-de-France (+1% par an pour 2,2% en moyenne). Les employés sont en léger recul, une exception francilienne qui se solde par un recul de cette catégorie dans la structure de l'emploi régional de 29 % en 1990 à 26,5% en 2010.

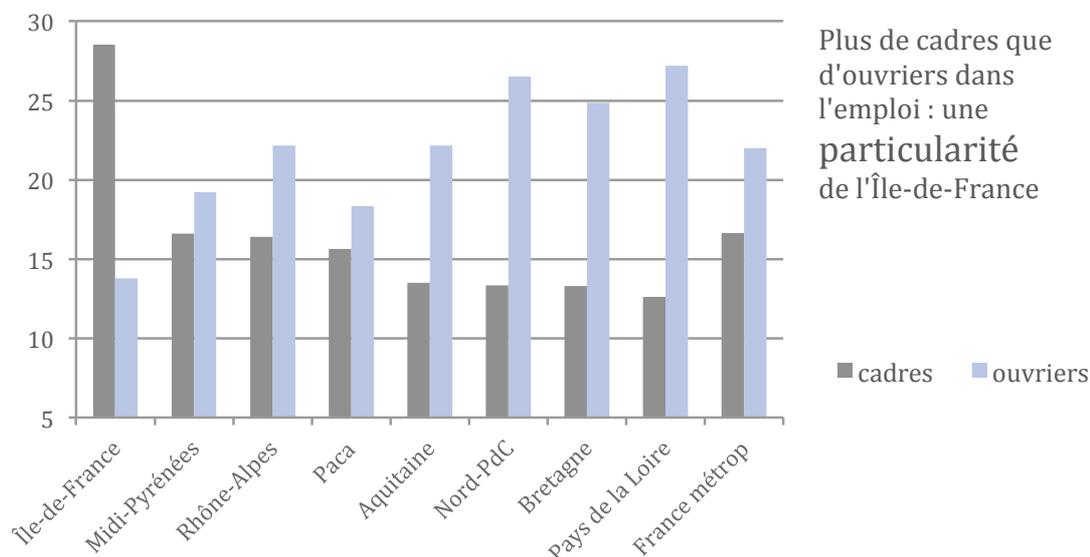
L'Île-de-France accroît donc sa spécificité en ce qui concerne la qualification de l'emploi. C'est la seule région qui compte



¹⁸ *Dynamiques, interdépendance et cohésion des territoires*, rapport de l'Observatoire des territoires 2011-Datar, Paris 2012

plus de cadres que d'ouvriers: 27 % de cadres pour 14 % d'ouvriers, où les cadres s'imposent davantage dans l'emploi que les professions intermédiaires (+8,5 pts entre 1990 et 2010 pour +3 pts), où les employés reculent en effectifs et dans la structure de l'emploi. Les autres régions comptent entre 12 % et 16 % de cadres et entre 19 % et 27 % d'ouvriers.

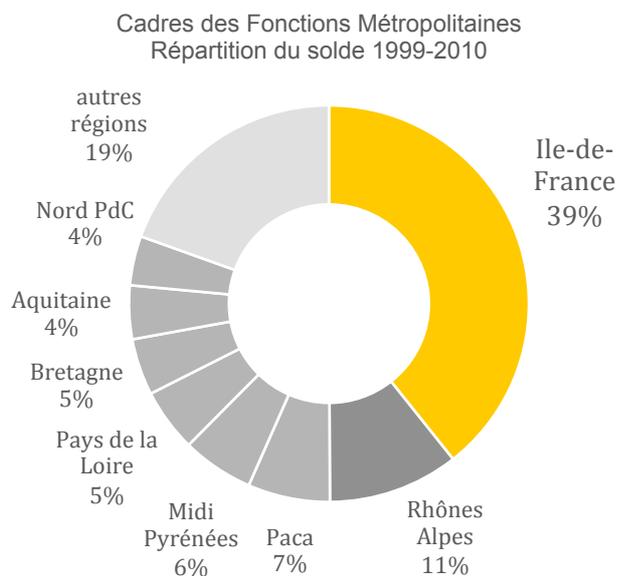
Part des cadres et des ouvriers dans l'emploi en%



Source : Insee, RP2010

Les évolutions des cadres des fonctions métropolitaines (CFM) participent de la même logique. Entre 1999 et 2010, leur nombre a augmenté en proportion plus rapidement dans toutes les grandes régions qu'en Île-de-France, par un phénomène de « rattrapage ». Les effectifs ont augmenté de 74 % sur la période en Midi-Pyrénées et de 73 % en Bretagne, pour 41 % dans la région capitale. Cependant les emplois de CFM continuent de s'imposer dans l'emploi francilien passant de 16 % des emplois en 1999 à 20% en 2010.

L'Île-de-France totalise 39 % des emplois de CFM en France entre 1999 et 2010 et 44 % des cadres des fonctions métropolitaines en 2010.



Evolution des cadres des fonctions métropolitaines entre 1999 et 2010

	2010 CFM	CFM/Total		1999-2010 en %
		2010	1999-2010 En pts	
Île-de-France	1 130 296	20%	+4	41%
Pays-de-la-Loire	103 614	7%	+2	70%
Bretagne	90 384	7%	+2	73%
Aquitaine	93 906	7%	+2	63%
Midi-Pyrénées	113 616	10%	+3	74%
Rhône Alpes	235 878	10%	+2	59%
Paca	159 163	8%	+2	53%
Nord-PdeC	99 938	7%	+2	50%
Big8	2 026 795	12%	+3	49%
France	2 588 947	10%	+2	47%

Source : Insee, RP1999 et 2010

Les CFM sont répartis en 5 fonctions, dont les fonctions conception-recherche et prestations intellectuelles qui mobilisent des compétences de haut niveau. Les CFM de la fonction recherche augmentent beaucoup moins que dans les autres régions, +9% entre 1990 et 2010 pour une moyenne de 24% dans les Big8. La part de la fonction conception-recherche dans le total des CFM recule entre 1999 et 2010, où elle est inférieure à la moyenne des Big8 (20% pour 21%). Les CFM de la fonction prestations intellectuelles augmentent moins en Île-de-France (+137%) que dans les autres Big8, excepté Aquitaine (+122%) et Paca (+123%). Leur importance parmi les CFM augmente en Île-de-France, comme dans les autres régions, et le niveau en 2010 est égal à la moyenne des Big8 : 19% pour 18%).

Evolution des cadres des fonctions métropolitaines entre 1999 et 2010

Fonctions conception recherche et prestations intellectuelles

	CFM Conception-recherche 1999-2010 En %	CFM prestations intellectuelles 1999-2010 En %
Île-de-France	9%	137%
Pays-de-la-Loire	73%	164%
Bretagne	57%	199%
Aquitaine	53%	122%
Midi-Pyrénées	67%	201%
Rhône Alpes	41%	156%
Paca	34%	123%
Nord-Pas-de-Calais	46%	141%
Big8	24%	144%
France	25%	135%

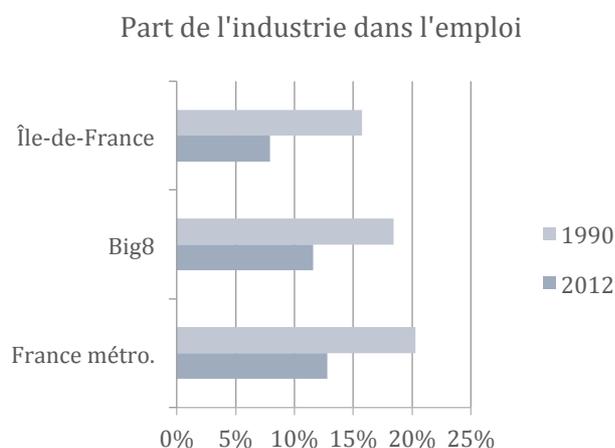
Source : Insee, RP1999 et 2010

Une région toujours moins industrielle

En trente ans (1975-2009), l'Île-de-France a connu la disparition de 848 000 emplois industriels tandis que le tertiaire augmentait de 1 464 000 emplois. L'ampleur de la désindustrialisation est bien plus élevée que celle observée sur l'ensemble de la France : elle représente une perte de 65% des effectifs pour 36% en France¹⁹.

Le recul de l'industrie se poursuit depuis la crise. La perte d'emplois industriels est de 49 milliers d'emplois entre le 31/12/2007 et le 31/12/2012 en Île-de-France soit un recul de 10 % des effectifs pour 11% en France, 9% pour les Big8. L'industrie perd des emplois dans toutes les grandes régions dans des proportions inférieures à celles constatées en Île-de-France, à l'exception de la région Nord-Pas-de-Calais (-15%) et Rhône-Alpes (-11%). L'Île-de-France est en 2012 la région où l'emploi industriel est le moins présent dans l'emploi régional (7,9%²⁰) après la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (8,4%). L'Île-de-France est aujourd'hui juste devant la région Rhône-Alpes pour les effectifs industriels: respectivement 478 et 431 milliers de salariés en 2012.

En termes de structure, l'Île-de-France est encore plus « décalée » qu'avant : l'écart avec le poids de l'industrie en France et celui des Big8 a augmenté entre 1990 et 2012.



Evolution des emplois de l'industrie

	Emplois en milliers en 2012	Part dans l'emploi régional			Emplois Evolution 2007-2012	
		en 1990	en 2012	1990-2012 en pts	en milliers	en %
Île-de-France	478	15,7%	7,9%	-7,8	-49	-10%
Rhône-Alpes	431	24,7%	15,9%	-8,8	-46	-11%
Pays-de-la-Loire	257	12,5%	17,1%	4,6	-9	-6%
Nord-Pas-de-Calais	215	23,4%	14,3%	-9,1	-33	-15%
Bretagne	182	24,9%	14,0%	-10,9	-18	-7%
Paca	167	16,5%	8,4%	-8,1	-6	-4%
Midi-Pyrénées	155	17,5%	12,8%	-4,7	-11	-6%
Aquitaine	154	17,0%	11,7%	-5,3	-4	-3%
Big8	2 039	18,4%	11,6%	-6,8	-177	-9%
France métropolitaine	3 366	20,3%	12,8%	-7,5	-362	-11%

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non-salarié

¹⁹ *Emplois et territoires de 1975 à 2009 : tertiarisation et rétrécissement de la sphère productive* Vincent Hecquet Insee Economie et statistiques n°462-463, 2013 pp 25- 68-janvier 2014

²⁰ La part de l'industrie dans l'emploi salarié est plus importante que dans l'emploi total : elle est de 11% fin 2012 (pour 13% début 2006).

Très spécialisée sur les activités tertiaires

L'Île-de-France est de loin la région la plus tertiaire en France. Le tertiaire, marchand et non marchand, totalise 87% des emplois pour une moyenne de 78% en France métropolitaine et 80% en moyenne dans les Big8 en 2012. En termes de structure, le tertiaire continue de s'imposer en Île-de-France, +10 points entre 1990 et 2012, mais moins que dans certaines autres régions qui sont dans une mutation industrie/tertiaire plus récente. La région Nord-Pas-de-Calais, par exemple qui était au minimum en 1990 avec 60% d'emplois tertiaires en compte 78% en 2012, un résultat qui l'inscrit dans la moyenne des grandes régions. Au cours des cinq dernières années, la progression des emplois tertiaires est ralentie en Île-de-France par rapport à la moyenne des Big8, respectivement +1,1% et +2%, et c'est la progression la plus faible après le Nord-Pas-de-Calais (0,2%).

Evolution des emplois du tertiaire

	Emplois en milliers en 2012	Part dans l'emploi			Emplois		
		En 1990	en 2012	1990-2012 en pts	Evolution 1990-2012 en milliers	en %	5 dernières années 2007-2012
Île-de-France	5 263	77,0%	86,9%	9,9 pts	1 033	24,4%	1,1%
Rhône-Alpes	2 047	64,1%	75,5%	11,4 pts	562	37,8%	3,8%
Pays-de-la-Loire	1 655	75,5%	83,1%	7,6 pts	927	127,4%	1,8%
Nord-Pas-de-Calais	1 171	60,4%	78,0%	17,6 pts	292	33,3%	0,2%
Bretagne	1 075	65,4%	71,5%	6,1 pts	381	54,9%	2,6%
Paca	1 003	66,8%	76,3%	9,5 pts	-218	-17,8%	2,3%
Midi-Pyrénées	968	64,9%	74,6%	9,7 pts	313	47,8%	2,9%
Aquitaine	922	66,0%	76,3%	10,3 pts	173	23,1%	4,3%
Big8	14 104	70,2%	80,2%	10,0 pts	3 464	32,6%	2,0%
France métropolitaine	20 562	67,5%	78,2%	10,7 pts	4 854	30,9%	1,3%

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié

Un grand nombre d'activités tertiaires, 9 sur les 12 groupes tertiaires étudiés²¹, sont plus présentes dans l'emploi francilien que la moyenne. En particulier, l'Île-de-France compte à elle seule plus d'emplois que l'ensemble des autres grandes régions dans l'information-communication, l'informatique, la finance-assurance, le conseil et soutien technique et la recherche scientifique. Ce sont les activités les plus spécifiques de la région francilienne (indice de spécificité supérieur à 150). Parmi celles-ci la progression des effectifs sur la période 1990-2010 a été plus rapide en Île-de-France que dans l'ensemble des autres Big8 pour les secteurs informatiques et finances assurances, recherche scientifique. C'est l'inverse pour des secteurs tertiaires moins représentatifs de l'économie francilienne comme le commerce-réparation, le transport logistique, l'hébergement-restauration, la santé éducation sociale ou encore l'administration publique.

²¹ Selon un regroupement réalisé à partir de la Naf38

Sur une longue période l'Île-de-France a renforcé sa spécificité sur les activités tertiaires mais sur les cinq dernières années, avec la crise (2005-2010), il semblerait que certaines des activités les plus spécifiques ont tendance à l'être un peu moins. L'indice de spécificité de l'informatique, la recherche et développement, le conseil-soutien et la finance-assurance, diminue en Île-de-France tandis qu'il augmente dans d'autres régions. L'information-communication en revanche est plutôt plus spécifique de la structure francilienne, par une meilleure résistance dans les années de décroissance. Les services aux particuliers sont un peu plus spécifiques en 2010 qu'en 2005, par un développement de l'emploi plus rapide en Île-de-France. Néanmoins ces mouvements sont de faible amplitude et l'Île-de-France demeure avant tout atypique. Selon une étude de l'Insee, la tertiarisation qui s'est opérée en France sur longue période (1975-2006) aurait rapproché les structures d'emploi entre les régions de province. Pour autant, l'Île-de-France très spécialisée dans le tertiaire marchand et les industries à haute valeur ajoutée²². Les grandes régions de province ont des tissus économiques beaucoup plus diversifiés que celui de l'Île-de-France.

Evolution de l'indice de spécificité des activités tertiaires en Île-de-France

Activités	2010 par rapport à 1990	2005-2007-2010	
Commerce-Réparation	En baisse	diminue	L'indice de spécificité mesure le poids de l'activité dans une région par rapport au poids moyen en France. Si l'indice est supérieur à 100, l'activité est plus présente dans la région. Si l'indice est supérieur à 150, l'activité est surreprésentée dans la région.
Transport-Logistique	En hausse	plutôt en hausse	
Hébergement-Restoration	En baisse	stable	
Information-Communication	En Hausse	plutôt en hausse	
Informatique	Plutôt en hausse	diminue	
Finance-Assurance	Plutôt en hausse	diminue	
Immobilier	En hausse	plutôt stable	
Conseil, Soutien Technique	Stable	diminue	
Recherche Scientifique	En baisse	diminue	
Services aux particuliers	Stable	hausse	
Education, santé, action sociale	En baisse	stable	

²² Selon un regroupement réalisé à partir de la Naf38

Les emplois du tertiaire : spécificité, emplois et évolution 1990-2010

	Indice de spécificité				Emplois en milliers				évolution		structure de l'emploi tertiaire			
	IDF		Big8 hors IDF		IDF		Big8 hors IDF		1990-2010		IDF		Big8 hors IDF	
	1990	2010	1990	2010	1990	2010	1990	2010	IDF	Big8 Hors IDF	1990	2010	1990	2010
Commerces-Réparations	104	96	101	102	675,9	648,9	1 039,1	1 327,2	-4%	22%	13,1	11,5	12,7	12,9
Transports-Logistique	107	115	98	96	321,1	362,2	467	549,1	11%	15%	6,2	6,4	5,7	5,3
Hébergements-Restaurant	132	126	98	98	196,2	273,7	232,3	387,8	28%	40%	3,8	4,8	2,8	3,8
Information-Communication	201	229	71	67	168,6	194,1	94,7	102,8	13%	8%	3,3	3,4	1,2	1,0
Informatiques	231	234	74	79	78,8	189,8	40	116	58%	66%	1,5	3,4	0,5	1,1
Finances-Assurances	162	166	82	82	294,5	326,1	236	294,1	10%	20%	5,7	5,8	2,9	2,9
Immobilier	112	140	102	93	61,6	79,3	89,5	95,5	22%	6%	1,2	1,4	1,1	0,9
Conseils, Soutien Technique	166	167	87	90	227,8	349,3	188,7	341,6	35%	45%	4,4	6,2	2,3	3,3
Recherche Scientifique	180	170	83	88	139,1	147,4	101,9	139,4	6%	27%	2,7	2,6	1,2	1,4
Services aux particuliers	114	115	99	95	205,2	367,5	284,8	549,6	44%	48%	4,0	6,5	3,5	5,3
Education, santé, action sociale	78	75	108	101	752,8	837,2	1 660,9	2 168,6	10%	23%	14,6	14,8	20,3	21,1
Administration publique	96	98	94	99	545,3	629,3	889,8	1 210,7	13%	27%	10,6	11,1	10,9	11,8
total	100	100	100	100	5 156,1	5 652,3	8 185,5	10 290,7	9%	20%	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Estel, emplois salariés annuels

L'indice de spécificité mesure le poids de l'activité dans une région par rapport au poids moyen en France. Si l'indice est supérieur à 100, l'activité est plus présente dans la région. Si l'indice est supérieur à 150, (cases colorées) l'activité est surreprésentée dans la région.

Synthèse et conclusion

Vers un emploi tertiaire et qualifié

La France compte 8 régions de plus de 1 million d'emplois, les Big8. Entre 1990 et 2012 la part de ces régions dans l'emploi a eu tendance à augmenter. Sur cette période, la croissance de l'emploi a été moins élevée en Île-de-France que dans les autres grandes régions.

Dans chacune des Big8, entre 1990 et 2009, la croissance du PIB a été plus rapide que celle des emplois. L'Île-de-France est de loin la plus productive par une présence plus importante des activités à haute valeur ajoutée. Les mutations structurelles ont été d'une très grande ampleur en Île-de-France de même que la hausse de la qualification des actifs et la spécialisation des emplois. La dégradation du marché du travail, se traduisant notamment par davantage d'emplois précaires, du sous-emploi et un niveau de chômage élevé, est commune à toutes les économies régionales. Mais le chômage, le temps partiel, l'emploi précaire concernent une part moins élevée des actifs en Île-de-France.

Traverser la crise

L'Île-de-France a mieux résisté à la crise de 2008 qu'à celle de 1993. Au cours des années 2008 et 2009, le recul de l'emploi est proportionnellement moins élevé qu'en province. Alors que la croissance du chômage dans les années 2002-2006 avait été plus élevée que dans les autres Big8, le taux de chômage francilien a été moins sensible à la crise de 2008. L'augmentation du chômage pendant la crise a, comme sur l'ensemble de la France, davantage concerné les catégories les plus vulnérables : les moins diplômés et les jeunes.

Le positionnement de l'économie francilienne sur les activités à haute valeur ajoutée, une désindustrialisation plus ancienne, une moindre régression du tertiaire marchand, le dynamisme de l'emploi non salarié et le maintien de la construction dans les années 2000 ont contribué à amortir le choc.

En effet, l'industrie française a été proportionnellement plus affectée par la crise que le tertiaire. En Île-de-France, en plein cœur de crise (2008 et 2009) les emplois industriels régressent de 5,2%, ceux du tertiaire de 0,9%. Sur l'ensemble de la France, l'écart entre industrie et tertiaire est plus marqué. Le tertiaire, vu le poids de ce secteur en emplois dans la région, supporte cependant l'essentiel de la crise en Île-de-France avec une perte de 45 200 emplois pour 27 600 emplois industriels. Certaines activités tertiaires comme l'informatique, le conseil et soutien technique, et les services aux particuliers ont continué à se développer durant cette période en Île-de-France. Le secteur de la construction se comporte de façon atypique pendant la crise, l'emploi augmente alors qu'il diminue dans les autres régions.

Au cours des trois années suivantes, l'évolution de l'emploi, tous secteurs confondus, est aussi plus favorable que dans le contexte national. L'industrie

francilienne semble accuser la crise plus tardivement, avec une réduction des emplois supérieure à celle des autres régions en 2010-2012.

Île-de-France, toujours atypique

L'Île-de-France, en tant que région capitale, présente une structure atypique, concentre une grande partie des emplois et elle est très souvent précurseur dans les évolutions. Son profil est tellement spécifique que les évolutions des autres régions sur le « modèle » de la région capitale, sont souvent gommées.

Sur longue période, l'Île-de-France accroît sa spécificité en ce qui concerne la qualification de l'emploi. La part des cadres dans l'emploi augmente en Île-de-France plus que dans les autres grandes régions malgré une croissance plus rapide des effectifs dans ces régions. Les cadres des fonctions métropolitaines (CFM), ont augmenté en proportion plus rapidement entre 1999 et 2010 dans toutes les grandes régions qu'en Île-de-France. Mais au final, l'Île-de-France se distingue nettement des Big8 par une part beaucoup plus élevée des CFM dans l'emploi et concentre près de la moitié des effectifs nationaux.

Parmi les Big8, l'Île-de-France est une région particulière par les volumes d'emplois en jeu mais aussi par la nature des activités économiques. C'est la région où l'emploi industriel est le moins présent dans l'emploi après la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Elle est à l'inverse celle où le secteur tertiaire occupe le plus d'emplois. L'Île-de-France reste toujours aussi atypique, spécialisée dans le tertiaire marchand et les industries à haute valeur ajoutée. Les autres grandes régions ont des tissus économiques beaucoup plus diversifiés.

Vers un autre modèle ?

L'emploi est reparti à la hausse en France en 2010-2012, le chômage a continué d'augmenter, l'Insee prévoyant cependant une stabilisation du taux de chômage national vers mi-2014. Par ailleurs, au premier trimestre 2013 des signes de ralentissement se font de nouveau observer en France : recul du PIB, baisse des investissements, consommation faiblement positive. Certains secteurs pourraient subir la crise avec retard.

La dynamique francilienne est portée par les fonctions métropolitaines à haute valeur ajoutée, un point fort dans la période actuelle. Pour autant, certaines évolutions incitent à la vigilance. Sur longue période, l'Île-de-France a connu une croissance de l'emploi globalement inférieure à celle des autres grandes régions et à la moyenne France. Sa position dans l'emploi national et parmi l'ensemble des Big8 a diminué. Certaines activités économiques spécifiques de l'emploi francilien le sont un peu moins comme l'informatique, la recherche-et-développement, le conseil-soutien, et la finance-assurance. Parmi elles, la recherche-et-développement, le commerce ont une diminution des emplois plus marquée que dans les autres Big8 sur 2005-2011. L'informatique et les activités de conseil et de soutien, l'hébergement-restauration, l'éducation-santé-action sociale ont une croissance plus faible.

La désindustrialisation se poursuit, et le fait que l'industrie francilienne continue de perdre des emplois soulève des interrogations et sans doute des inquiétudes. Est-il possible pour une économie de fonctionner sans industrie ? Quelle modèle économique métropolitain cela entraîne-t-il ? La diminution des effectifs d'employés et le recul de certaines activités tertiaires sont des signes que les mutations se poursuivent toujours.

La période est très particulière et instable. La poussée technologique est sans précédent et concerne tous les secteurs d'activités²³. Mais ces apports technologiques majeurs ne se traduisent pas encore par des créations d'entreprises et d'emplois. Des pans entiers de l'économie disparaissent avec des interrogations sur les activités nouvelles, sur l'échéance et les territoires où elles seront implantées. Récemment ce sont les régions les plus urbaines qui ont le mieux résisté, et elles sont des lieux privilégiés pour les innovations sociétales et technologiques, pour être à la fois un lieu de production, de démonstration et d'innovation. Mais d'autres métropoles, européennes et étrangères, se battent également pour accueillir ces activités.

Finalité de l'économie et mesure

Comme le titrait récemment un magazine économique²⁴ : Qui des habitants de l'Île-de-France ou du Limousin sont les mieux lotis ? Et de conclure, les Franciliens d'après le PIB par habitant, les Limousins selon l'indicateur de santé sociale (ISS). La montée des inégalités sociales, les préoccupations environnementales, la gravité et la complexité de la crise de 2008 ont ébranlé le modèle des économies capitalistes. La question des objectifs de l'économie est régulièrement abordée dans les débats. Le régime de croissance intensive paraît de moins en moins soutenable. Des modèles d'économie plus durable, plus fonctionnelle, axée sur la connaissance et surtout plus humaine entrent en scène, des outils de mesures différents apparaissent comme le BIP (bonheur intérieur brut), l'ISS (indicateur de santé sociale). Ces tendances s'inscrivent dans les grandes évolutions sociétales, technologiques et humaines qui conduiront à la production de nouveaux biens et services et feront encore évoluer l'économie régionale.

²³ Marc Giget. *Innover c'est changer en restant soi-même in L'économie en mode actif* Cahier n°156 septembre 2010 IAU (pp60-64)

²⁴ Alternatives économiques, janvier 2014

Bibliographie

Publications générales

- L'économie en mode actif* IAU Île-de-France. Cahier n°156, septembre 2010
- La crise et nos territoires*. Laurent Davezies. Institut CDC pour la recherche, octobre 2010
- L'emploi local face à la crise de 2008-2009, un révélateur des différences territoriales* FNAU, avril 2011
- La France et ses territoires – Alternatives économiques hors-série n°58*, juin 2011
- Géographie des emplois en France de 1975 à 2006 : tertiarisation et nouveaux clivages préservent la singularité francilienne* Vincent Hecquet Insee, 2011
- Emplois et territoires de 1975 à 2009 : tertiarisation et rétrécissement de la sphère productive* Vincent Hecquet Insee Economie et statistiques n°462-463, 2013 pp 25- 68-janvier 2014
- Dynamiques, interdépendance et cohésion des territoires*, rapport de l'Observatoire des territoires 2011- Datar, Paris 2012
- Problèmes économiques Comprendre l'économie française n°1*, septembre 2012
- L'économie francilienne entre 2000 et 2010. Analyse sectorielle de l'emploi*, DRIEA, mars 2012
- Indicateurs macroéconomiques franciliens* Insee DRIEA, Crocis CCIP, Direccte Île-de-France, janvier 2012
- La crise qui vient* Laurent Davezies Paris, France Monde, Editions de l'Aube, 2012
- Tendances de la qualité de l'emploi pendant la crise* CEE Etui, n°161-1, décembre 2012
- Trajectoire de l'Île-de-France vers la spécialisation*, IAU Île-de-France, mars 2009
- Atlas des Franciliens* IAU Île-de-France, édition 2013-janvier 2013

Notes et articles, conjoncture et moyen terme

- Les PIB régionaux en 2003*, Insee première n°1055, décembre 2005
- Les conséquences de la crise sur l'emploi dans les régions*. Insee première n°1295, mai 2010
- La croissance francilienne tirée par le tertiaire mais peu riche en emploi*, Île-de-France à la page, Insee, DRIEA, Crocis CCIP, Direccte n°359, juin 2011
- Regards sur ... l'année 2011*, INSEE Île-de-France 2012
- L'ajustement de l'emploi pendant la crise*, CAS la note d'analyse, n°284
- Le chômage continue de croître en Île-de-France*, Île-de-France à la page Insee n°398, octobre 2012
- Economie francilienne : le ralentissement se confirme* Île-de-France à la page n°384, février 2012
- Qui est touché par le chômage ?* Centre d'observation de la société, mars 2013
- Des effets sur le chômage plus faibles et plus tardifs en Île-de-France*. Insee Faits et chiffres n°301, février 2013
- L'industrie francilienne divisée par deux en 20 ans*, Insee. IDF à la page n°402, janvier 2013
- Une économie francilienne encore fébrile*. Insee Faits et chiffres n°301, février 2013
- L'emploi dans le secteur privé en 2012* Accoss stat n°175 Juillet 2013



L'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Île-de-France est une fondation reconnue d'utilité publique par décret du 2 août 1960, financée par la Région Île-de-France et par l'État.

15, rue Falguière - 75740 Paris cedex 15 - 33 1 77 49 77 49 - www.iau-idf.fr

6.12.016 - n° d'ISBN 978-27371-1883-8